L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Deuxième année - N°69 - Vendredi 7 septembre 1990 - ISSN 0995-0583 - Prix 5F

SOMMAIRE

2
L'université d'été

3
Préparation du budget

4



La crise du Golfe

5
Maghreb et Irak

7
Saddam et la TV

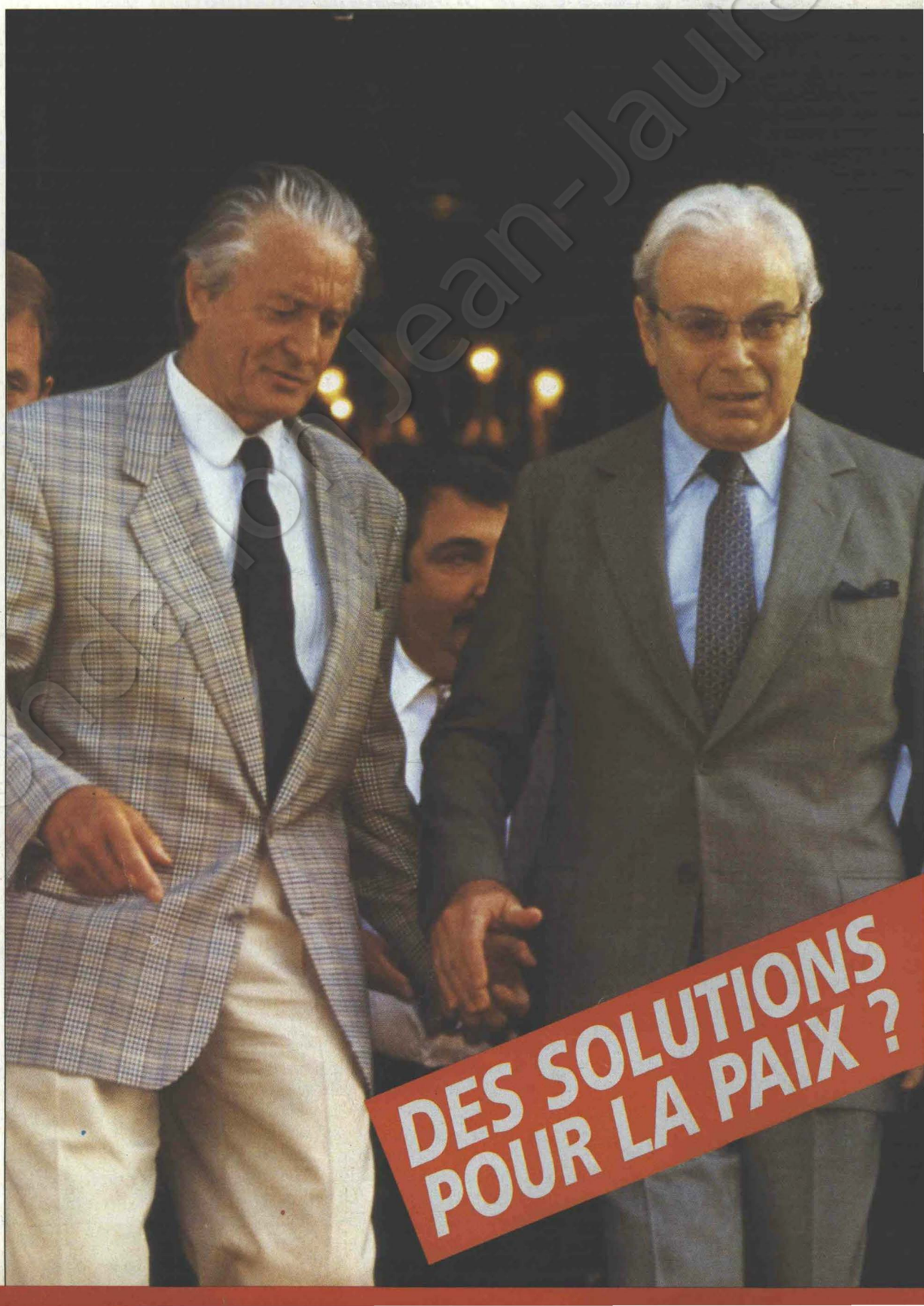
8
Et la conjoncture économique ?

11
Paysans en colère

12
Interview de Lionel Jospin

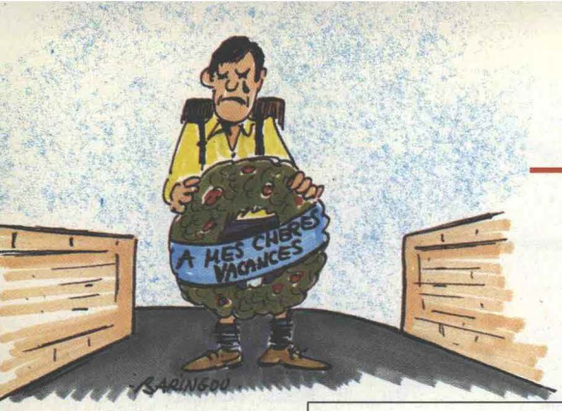
14
Claude Estier

15
A Goussainville



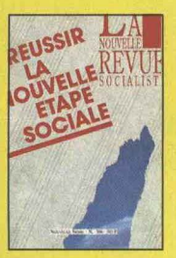
DES SOLUTIONS POUR LA PAIX ?

Collection Jean-Jaurès



Les préoccupations des militants

La nouvelle NRS



Les actes de la journée du 17 juin viennent de sortir intégralement dans le n°1 de la "Nouvelle revue socialiste" sous le titre "Réussir la nouvelle étape sociale."

Quelle est la principale préoccupation des militants socialistes en cette rentrée ? Pour le savoir, nous nous sommes adressés à quelques-uns des 258 stagiaires de l'université d'été du PS organisée par le secteur Formation à La Garde-Freinet (Var), du 30 août au 2 septembre.

Le golfe Persique ? La nouvelle étape sociale ? La rentrée scolaire ? La situation au sein du Parti ? Qu'est-ce qui intéresse, motive ou inquiète la base socialiste actuellement ? "Je suis très préoccupé par la situation dans le Golfe, explique Jean-François, 32 ans, ingénieur informaticien à Marseille. La paix est mise en cause. Je pense que les négociations prendront le dessus, mais je crains que des erreurs militaires des Etats-Unis déclenchent une guerre. Il faut se souvenir des interventions américaines au Viêt-nam, en Corée, au Panama et à la Grenade ! Le déploiement de forces des Etats-Unis est actuellement énorme et peut amener des provocations de la part de l'Irak. Sur le plan économique, je ne suis pas prêt à payer la note. Dans l'hypothèse d'une crise pétrolière, je serais d'accord pour payer plus cher l'essence, mais je refuserais que nous soyons entraînés dans une politique d'austérité, car les salariés n'ont toujours pas partagé la croissance qui est là."

Des contreparties

Roland, ouvrier à l'Equipement et conseiller général des Hautes-Alpes, confirme : "Un plan de rigueur serait mal admis. On ne peut pas demander aux gens qui gagnent le SMIC de se serrer à nouveau la ceinture... Il faut plutôt s'en prendre aux hauts salaires." Jean-Jacques, maire de Masbaraud-Mérignat, commune de 350 habitants, dans la Creuse, souhaite que les salariés ne soient pas les seuls à faire les frais de la crise du Golfe : "Je suis d'accord pour supporter l'effort, mais à condition qu'il soit équitablement réparti entre l'Etat, les entreprises et les salariés. Ce type de situation permet de gagner en lucidité en ce qui concerne les relations entre la politique intérieure et les contraintes internationales. Il faut absolument muscler les entreprises et notre économie mais les travailleurs doivent obtenir des contreparties qualitatives comme, par exemple l'approfondissement des lois Auroux."

Philippe, 34 ans, psychiatre à Rouen, n'est guère optimiste : "Je suis convaincu qu'il n'y aura pas de solution diplomatique ; ce serait un nouveau "Munich." Dans son discours, Pierre Mauroy a commencé à nous sensibiliser à la guerre. Nous devons donc nous attendre à une opération militaire. Si on nous demande un effort économique, je souhaite qu'il soit équitablement réparti entre tous. Malheureusement, j'ai peur qu'il n'en soit pas ainsi, car on nous brandit le spectre de la récession. Déjà, l'augmentation du prix de l'essence, alors qu'il y a encore des stocks, constitue une anticipation un peu abusive."

D'autres stagiaires acceptent plus facilement d'éventuels sacrifices. "Je suis toujours prête à payer la note et à l'expliquer, déclare Madeleine, conseillère régionale du Limousin. De toute façon, tant que nous n'aurons pas revu le système fiscal, nous accroîtrons les inégalités dès que surgira une crise." Jean-Claude, 59 ans, ingénieur dans l'énergie atomique, constate : "Nous faisons partie des pays riches, nous pouvons supporter le poids de la crise." Et Nadine, une Toulousaine de 43 ans qui travaille dans le tourisme, acquiesce : "Je ne touche pas un gros salaire, mais je ne me plains pas de ma situation quand je la compare avec celle de gens vivant dans d'autres pays que j'ai l'occasion de parcourir pour mes activités professionnelles. Je suis disposée à subir les conséquences de la crise du Golfe, car nous sommes des nantis."

D'autres priorités

Pour certains participants à l'université d'été, les priorités sont ailleurs. "Le Golfe, c'est important, mais je suis surtout préoccupé par la sécheresse et la situation des agriculteurs, explique Jean-Jacques. En milieu rural, on parle davantage de l'effondrement des cours de la viande que de l'Irak." "Ma principale interrogation concerne l'identité du PS, affirme Madeleine. Je voudrais que nous soyons perçus comme un Parti attirant, porteur de valeurs. Si nous y parvenons, nous aurons les clefs pour répondre aux grandes questions d'actualité."

Jean-Claude, lui, ne tient pas à être manipulé par les médias : "Il est urgent de protéger le consommateur contre les mensonges de l'information, en créant un bureau de vérification de l'information comme il existe un bureau de la vérification de la publicité. Cela éviterait de diffuser des mensonges comme ce fut le cas lors de la révolution roumaine. En outre, je pense qu'il faut définir une politique énergétique commune à l'Europe. Enfin, je souhaiterais qu'à tous les niveaux, et notamment à partir de l'école, on forme les gens à la question du nucléaire."

Les craintes de Roland concernent surtout la rentrée scolaire dans son département : "Dans les Hautes-Alpes, on va supprimer 9 postes d'enseignants, ce qui crée, dans des zones de haute montagne, des difficultés que les technocrates parisiens n'imaginent pas. Enfin, je pense que pourrions obtenir de meilleurs résultats en ce qui concerne l'emploi des jeunes et des femmes. Les entreprises ont bénéficié de suffisamment d'aides et d'allègements pour pouvoir embaucher."

Pour les militants socialistes, l'actualité est loin d'occulter les questions de fond que la gauche n'a pas totalement résolues depuis qu'elle est au pouvoir.

Jean-Pierre Bedeï



Vendredi
10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Téléphone : 45.56.77.00
Télex : 200 174 -Télécopie : 45.51.47.03

Directeur de la publication : Bernard Roman

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat
Secrétaire gal de la Rédaction: Jacques Goubin
Comité de rédaction : Pierre Brana, Claude Estier, Max Gallo, François Hollande, Jean-Jack Queyranne, Françoise Seligmann

Secrétaire de Rédaction : Vanda Gervasio
Adjoint : Taoufik Khatib
Maquette : Flavienne Allar

Service Photo : Pascal Lebrun

Administration :
Sylvie Foulon - Annick Jacquet

Publicité : Pyramid Conseil - Paris
Tél. 43.48.07.82

Conception graphique : Studio Tapage - Lille
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers
Bottin-direct (Paris)

N° Commission Paritaire : 10.889

Vendredi est édité par la SARL SOPRECO
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Crédits Photo : Merillon Georges / Gamma (p.1) ; Pierre Philibert (p.2) ; Pierre Philibert (p.4) ; Alain Buu / Gamma (p.8) ; Pata / Sipa-Press (p.11) ; Pierre Philibert (p.12) ; Marc Dewanckel (p.15) ; autres PL.

Ce numéro a été tiré à 278.000 exemplaires

Remous autour de la préparation du budget

La préparation du budget constitue toujours un exercice périlleux pour un ministre de l'Economie et des Finances. Cette année, la crise du golfe Persique n'a fait qu'accentuer les difficultés. Outre les priorités à définir et les arbitrages à rendre, il a fallu tenir compte d'une contrainte internationale que personne n'avait vu venir. Indirectement, Saddam Hussein a perturbé l'édifice budgétaire délicatement élaboré et arbitré au début de l'été et mis en ébullition les socialistes.

Dès le mardi 28 août, gouvernement et Parti conviennent d'attendre le chiffrage du coût de la crise pour annoncer le plan de "discipline" sous forme d'un train de mesures équilibrées. Mais l'annonce subite, le 29, de la décison d'une baisse de 3 points -au lieu des 2 prévus en juillet- de l'impôt sur les bénéfices non distribués des sociétés fait éclater une polémique qui rebondira toute la fin de semaine. Michel Rocard et Pierre Bérégovoy craignent que la crise du Golfe ne freine l'investissement des entreprises, entraînant un ralentissement de la croissance et une augmentation du chômage.

Mais au PS, on juge que la mesure annoncée fait la part belle aux entreprises avec beaucoup d'empressement. D'autant que le groupe d'experts présidé par Lionel Stoleru et mis en place par Michel Rocard, qui doit chiffrer le coût de la crise, ne rendra ses conclusions qu'à la fin du mois. Pendant trois jours, à La Garde-Freinet, lors de l'université d'été du PS, le ministère des Finances, suspecté de vouloir rétablir en sa faveur les arbitrages rendus au mois de juillet et de concocter un nouveau plan de rigueur, sera mis sur la sellette. Pierre Mauroy, Lionel Jospin et Jack Lang -ces deux derniers croyant à une diminution de leur crédit budgétaire- se succèderont pour dire en substance : "Pas de précipitation. Il est encore trop tôt pour apprécier les conséquences économiques de la crise." Prudent, Laurent Fabius se retranche derrière une appréciation en demi-teinte : "On ne comprendrait pas qu'après avoir préparé un projet de budget, on en ait un autre. Mais on ne comprendrait pas non plus qu'on ne puisse pas tenir compte des événements du Golfe."

Michel Rocard, concluant l'université d'été, prévient : "Si nous ne faisions pas à temps ce qu'il faut de modeste, nous risquerions plus tard d'avoir à faire beaucoup plus douloureux. Je suis là-dessus en accord complet avec Pierre Bérégovoy."

Ajustement

Enfin, lundi, François Mitterrand déclare en conseil des ministres que "la France doit s'adapter sans délai à la situation créée par la crise du Golfe" et énonce les quatre principes que le gouvernement doit suivre.*

Reste qu'il faudra traduire ces orientations en priorités budgétaires et mesures économiques. Michel Rocard ne veut pas entendre parler "d'austérité" ni de "rigueur". Il préfère évoquer un "ajustement" qui ne mette pas en cause la nouvelle étape sociale. Et, pour faire bonne mesure, il annonce de nouveaux projets ou dispositions qui devraient satisfaire le PS.*

Si Pierre Bérégovoy sort renforcé de cette affaire, puisqu'il a reçu le soutien de l'Elysée et de Matignon, Michel Rocard en retire également quelques bénéfices. Il conforte son image de gestionnaire vigilant, mais se pose aussi en acteur d'avancées sociales. Quant au PS, il a joué son rôle d'aiguillon en maintenant la pression comme l'ont prouvé les discussions entre le gouvernement et le groupe socialiste à l'Assemblée nationale qui se sont déroulées jeudi et le rééquilibrage en cours entre mesures sociales et mesures économiques.

Entamé le 6 septembre, le débat sur le budget doit se poursuivre jusqu'au 19 décembre. De quoi alimenter encore bien des discussions...

Jean-Pierre Bedeï

*voir l'article de Monique Grima, p. 8 et 9.

Les quatre conditions

Les socialistes se sont-ils engagés dans une lutte symbolique, dans une querelle byzantine durant leur université d'été à La Garde-Freinet ? Beaucoup ont pu le penser en suivant les compte-rendus de débats qui semblaient trop souvent réduits à la question de savoir si la baisse supplémentaire de 1% de l'impôt sur les sociétés était ou non légitime.

Tel n'est pourtant pas le cas car l'enjeu est de taille : quel est le coût énergétique, militaire, économique et social de la crise du Golfe ? Et qui doit le supporter ?

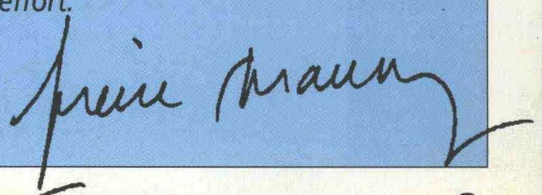
Si, compte tenu de l'incertitude de la situation internationale, ce débat ne peut être clos, il est encore temps de déterminer les quatre conditions qui lui permettront d'être fécond.

La première, c'est le souci d'unité. Unité au sein du Parti socialiste. Unité aussi entre le Parti socialiste et le gouvernement. Plus que jamais la situation internationale impose une grande solidarité. Moins que jamais celle-ci ne peut être à sens unique.

Elle suppose en effet -et c'est la deuxième condition- une volonté de dialogue sans cesse renouvelée. Avec le Parti socialiste, bien sûr, mais aussi avec l'ensemble des partenaires sociaux. Le gouvernement a écouté le président du patronat, M. Périgot, et il a eu raison. Mais il doit être au moins aussi attentif à ce que disent les responsables syndicaux, qui n'ont pas manqué de s'exprimer.

Nous avons tout à gagner de ce dialogue, car chacun est conscient, et c'est la troisième condition, de l'exigence de lucidité qu'impose la situation. Nous savons que la crise se traduira nécessairement par un déficit accru de notre balance commerciale, sans doute par une reprise de l'inflation et une réduction de la croissance, peut-être par une baisse des investissements. Nous savons tous qu'il faut faire face. Evitons par conséquent de nous départager artificiellement entre laxistes et rigoristes.

Nous avons en effet apporté toutes les preuves de notre capacité à gérer et à bien gérer ; ce sur quoi nous serons en définitive jugés. Et là est la quatrième condition, l'impératif de justice sociale. Une nouvelle étape sociale a été collectivement décidée : contribution sociale généralisée, troisième plan Emploi, négociation sur les bas salaires ; les chantiers ne manquent pas. La crise ne les met pas en cause. Elle requiert seulement une grande attention dans la répartition de l'effort.





Des solutions pour la paix ?

Depuis le numéro spécial de rentrée de "Vendredi", la semaine dernière, les événements se sont précipités dans la crise du Golfe. Où en sommes-nous ? Analyse et perspectives par Pierre Guidoni, secrétaire national aux Relations internationales.

La formule qui revient le plus souvent dans les commentaires concerne la façon dont l'Irak "fait souffler le chaud et le froid". Pour les opinions occidentales, profondément touchées par la détention de compatriotes retenus en otages, et promis au rôle de "bouclier humain" dans les centres vitaux du pays, c'est une véritable guerre des nerfs. Il s'agit là, bien sûr, de tentatives pour diviser la communauté internationale qui, toute entière, réclame la libération de tous les otages, et l'évacuation du Koweït. Il s'agit aussi d'utiliser nos malheureux compatriotes, partis en Irak et au Koweït gagner leur vie sur des chantiers ou comme représentants de sociétés françaises, pour faire pression sur l'opinion de notre pays, et tenter d'ébranler la résolution de ses dirigeants. Cette guerre des nerfs utilise avant tout, chacun l'a remarqué, la presse et, plus encore, la télévision. Les recettes des dictateurs sont toujours les mêmes.

Guerre des nerfs, aussi, avec le retour de quelques-uns seulement de nos compatriotes, des femmes et des enfants. Nous sommes heureux pour chacun de ceux-là, mais il ne saurait être question de céder au chantage. Nous attendons la libération de tous nos compatriotes, et exigeons la liberté de circulation pour tous les étrangers retenus contre leur gré en Irak.

La chaud et le froid

Pour beaucoup de gens très modestes, Egyptiens, Pakistanais, Asiatiques, etc, cette crise est un drame. On a pu voir les tristes images d'exode et de confusion de tous ces travailleurs qui étaient partis en Irak poussés par le besoin de travail, et qui rentrent dans leur pays, ayant perdu tout le fruit de leurs années de labeur. Ils vont se retrouver chez eux amers et sans ressources : ce qui sera une nouvelle source d'instabilité.

Mais le chaud et le froid, cette semaine, c'est aussi la rencontre, en Jordanie, entre le secrétaire général des Nations Unies et le ministre irakien des Affaires étrangères Tarek Aziz. Fort de toute l'autorité retrouvée des Nations Unies et des cinq résolutions du Conseil de sécurité, adoptées à l'unanimité ou à la quasi-unanimité, Javier Perez de Cuellar est venu offrir à l'Irak une occasion de sortir du piège dans lequel ce pays se trouve enfermé, pour avoir sous-estimé l'évolution de l'Union Soviétique et la capacité de réaction des Etats-Unis. Il semble, au moment où nous écrivons, que l'Irak n'ait pas su ou voulu saisir cette possibilité, l'amorce d'une négociation écartant les "tambours de la guerre", selon l'expression employée par Yasser Arafat à sa sortie de l'hôtel Matignon.

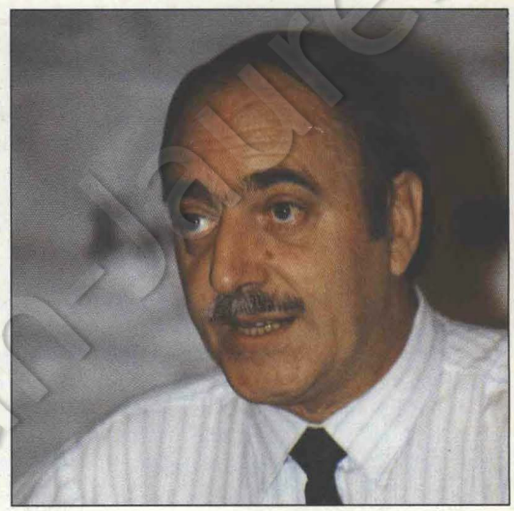
Après cet échec, que le secrétaire général des Nations Unies n'a pu que constater, les perspectives sont inquiétantes. Les présidents américain et soviétique doivent se rencontrer à Helsinki, dimanche prochain. L'un fera état de son impatience, de la nécessité où il se trouve d'agir fermement ; l'autre de la prudence indispensable pour gérer cette crise et de son souci de ne pas fermer toutes les voies des solutions négociées, ni de se couper des peuples arabes traumatisés par une intervention étrangère qu'en majorité ceux-ci ressentent comme une agression. Et puis, au soir d'Helsinki, chacun reprendra sa liberté. Le pont aérien entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite a mis, ces derniers jours, les troupes américaines à l'abri d'une attaque irakienne, et en mesure d'attaquer.

Une attaque qui ne serait pas une partie de campagne

Pour Jean-Pierre Chevènement, les conséquences en pertes humaines d'une intervention armée contre l'Irak se chiffreraient à plusieurs dizaines de milliers de morts. Le ministre de la défense précise : "Les experts que je consulte habituellement chiffrent le nombre de morts à pas moins de 100.000". Et il ajoute que "ceux qui envisagent de gaieté de cœur un conflit n'en ont pas analysé les conséquences" et "qu'il est illusoire de croire que ce conflit serait un conflit propre, cantonné à 5.000 km de nos frontières".

"Je crois beaucoup à la diplomatie. Roland Dumas exerce à juste titre la pression maximale pour arriver à une solution si possible pacifique de cette crise", conclut le ministre de Défense, pour qui "le blocus, tel qu'il fonctionne, est efficace à 95% au moins". Observant qu'il est "violé sur le plan aérien", J.-P. Chevènement estime nécessaire que "l'embargo soit étendu par une résolution internationale".

Quoi qu'il en soit, le premier but des Etats-Unis : empêcher la destabilisation de l'Arabie Saoudite et s'assurer durablement du contrôle des champs pétrolifères qui bordent le Golfe (n'oublions pas que les pays riverains détiennent 65% des réserves mondiales connues, dont plus du tiers pour l'Arabie Saoudite) semble sur le point d'être atteint. Au-delà du petit émirat du Koweït, dont une bonne partie de la population a fui, remplacée par des immigrants irakiens, et où tous les registres d'état civil ont été détruits, c'est la puissance industrielle et militaire de l'Irak qui apparaît comme le second objectif de cette confrontation. Au-delà des résolutions des Nations Unies, demandant l'évacuation sans conditions du Koweït, beaucoup rêvent de donner à l'Irak une terrible leçon. La montée en puissance irakienne lui a fait des ennemis dans la région, à commencer par Israël et les monarchies arabes conservatrices, et dans le monde. Pour les adversaires les plus déterminés de Bagdad, l'embargo strictement appliqué et contrôlé est bien lent, et son résultat, affirment-ils, aléatoire. La tentation de frapper vite et fort au cœur de l'Irak se fait de plus en plus pressante. Mais elle n'a pas, jusqu'à ce jour, le consentement de la communauté internationale. Céder à cette tentation se ferait au prix d'une rupture du consensus. D'où l'importance des précisions apportées par Roland Dumas à "L'Heure de vérité". "Je pense, a-t-il dit, qu'il faut laisser toutes les chances à la paix et que, d'ici à quelques jours, nous en aurons le cœur net. La probabilité dont vous parlez apparaîtra peut-être dans quelques jours. Mais, aujourd'hui, les chances existent de trouver une solution pacifique".



"Il y a un déploiement d'efforts diplomatiques qui visent à éviter le conflit. Tout cela doit être privilégié, étudié sérieusement", a souligné le chef de la diplomatie française, qui a souhaité que le sommet américano-soviétique d'Helsinki, dimanche prochain, permette de trouver soit une "solution de paix", soit une "solution de plus grande fermeté" avec "éventuellement des actions de force". Roland Dumas a souligné que "l'épreuve de vérité" serait de voir si la communauté internationale aura la "fermeté" de faire respecter l'embargo et si ces mesures feront changer d'avis les dirigeants irakiens.

Il a également déclaré que Paris avait "fait comprendre à ses amis américains qu'ils allaient vite en besogne". "Je pense qu'ils l'ont compris", a-t-il dit.

On en reste donc, pour l'essentiel, à la position qui est celle du bureau exécutif du PS ("l'embargo est la méthode la plus appropriée, et, dans l'état actuel des choses, la seule adéquate") et aux principes de fermeté, de solidarité avec la communauté internationale dans le cadre de l'ONU, et de disponibilité de la France, développés par Pierre Mauroy à la tribune de l'Assemblée. Au nom -faut-il le rappeler ?- de tous les socialistes.

Pierre Guidoni

Le Maghreb, l'Irak et le monde arabe

En sa qualité de premier secrétaire du PS, puis en tant qu'émissaire du président de la République, Pierre Mauroy s'est rendu à plusieurs reprises -en juillet et en août- au Maroc, en Algérie et en Tunisie. Georges Morin, responsable du Maghreb au secrétariat international du PS, l'accompagnait. Il fait le point sur la manière dont la crise du Golfe est vécue dans ces pays.

Depuis l'invasion du Koweït par l'armée irakienne, l'Union du Maghreb arabe, l'UMA, a paru voler en éclats. Les premières réactions officielles, la participation au sommet de la Ligue arabe au Caire, le vote de la résolution finale, la réaction à l'engagement américain en Arabie saoudite, tout ou presque a été sujet à divergence entre les capitales maghrébines. Et pourtant, en écoutant bien ce qui peut apparaître comme une cacophonie, on finit par distinguer une petite musique commune, peu à peu imposée par l'opinion publique maghrébine, elle, beaucoup plus à l'unisson et qui montre plusieurs points de convergence.

Unanimité de départ...

Au départ, l'unanimité prévaut : la première réaction, dans les cinq capitales, est la stupeur devant l'invasion. Personne ne croit à "l'appel" lancé à l'Irak par un "gouvernement libre" du Koweït. Et puis, ce type de précédent ne peut que paraître éminemment dangereux à tous les Etats du Maghreb. Bien sûr, le Maroc retrouve, dans certaines proclamations irakiennes sur "le dérapage colonial du territoire" et "la récupération d'une province perdue" des accents qu'il connaît bien pour les avoir utilisés au Sahara occidental. Bien sûr, le colonel Khadafi, qui ne rêve que d'effacer les frontières cloisonnant la nation arabe, vibre toujours quand il entend parler "d'union" et de "fusion". Mais la Mauritanie si fragile et si longtemps convoitée par le Maroc, l'Algérie dont les frontières sahariennes ont été si longtemps contestées par ses voisins, et la Tunisie que Khadafi rêve toujours d'épouser, tiennent plus que tout au dogme de l'intangibilité des frontières. Aussi, dès le conseil ministériel de la Ligue arabe du 3 août, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie condamnent-ils énergiquement l'agression. La Mauritanie s'abstient et la Lybie a quitté la salle...

Aussitôt après, apparaissent les premières divergences. L'Egypte décide en effet de convoquer en urgence un sommet de la Ligue arabe. Au Caire, deux blocs se dessinent. D'un côté l'Egypte et la Syrie, rivales de l'Irak pour le leadership au Machrek, sont aux côtés des monarchies de la Péninsule et du Maroc. Ces Etats soutiennent le Koweït envahi et l'Arabie saoudite menacée. De l'autre, des pays arabes qui, soit soutiennent l'Irak (c'est la Lybie qui vote contre la résolution finale et la Mauritanie qui émet des réserves) soit refusent d'entériner l'appel des Saoudiens aux troupes américaines (c'est l'Algérie qui s'abstient).

...divergences...

Car c'est là que tout bascule, notamment dans l'opinion publique. Tant que l'affaire se déroulait "entre Arabes", chacun pouvait tenter de jouer les médiateurs. D'autant que la crise entre l'Irak et le Koweït couvait et que, depuis la fin de la guerre Irak-Iran, elle menaçait d'éclater à tout moment.



Toutes les données du problème vont changer avec, le 7 août, l'annonce du débarquement de troupes américaines. Le sommet de la Ligue arabe, (9 et 10 août au Caire), donne l'impression de ne servir qu'à cautionner cette présence militaire américaine. Quoi de commun entre le roi du Maroc et le président tunisien Ben Ali ? Le premier, persuadé de la menace irakienne sur le territoire saoudien, approuve l'appel aux Etats-Unis et décide de participer à la force multinationale. Pour le président tunisien, au contraire, Saddam Hussein n'aurait jamais commis la folie d'attaquer les Saoudiens. Il est persuadé que ces derniers n'ont fait qu'accéder au souhait des Américains (profiter de l'occasion pour abattre le dictateur irakien), et se dit "profondément choqué", à l'instar du président algérien, par un déploiement aussi massif de forces étrangères en territoire arabe.

...et convergences

Pourtant, Hassan II, Chadli Bendjedid et Zine Ben Ali auront des mots tellement semblables pour traduire les réactions profondes de leurs peuples ! Au-delà de la crise entre l'Irak et le Koweït, deux problèmes de fond apparaissent en effet, de manière lancinante, à l'esprit de tous les Maghrébins, de l'universitaire distingué à l'homme de la rue.

• Le premier est le réveil d'un sentiment d'injustice devant la répartition des richesses pétrolières au Proche-Orient. Là bas, en effet, se trouvent les grandes et vieilles nations qui ont pour capitales le Caire, Damas et Bagdad : un brillant passé, une population nombreuse et exigeante, d'insurmontables difficultés économiques. Et en face, dans la péninsule arabique, des Etats récents, souvent artificiels, à faible population, dirigés d'une main de fer par des clans familiaux richissimes et qui détiennent la moitié de l'or noir mondial ! Et parmi eux, l'Arabie saoudite, qui finance les islamistes du Maghreb ! Alors, bien sûr, lorsque l'Irak, ruiné par une guerre folle, tente de récupérer un accès à la mer et un territoire regorgeant de pétrole, bien peu de gens sont enclins à plaindre le Koweït ! Et un intellectuel maghrébin nous disait ainsi : "Saddam Hussein et Fahd d'Arabie sont aussi détestables l'un que l'autre, aussi dictatoriaux qu'impitoyables. Or, l'Occident a décidé de choisir entre ces deux dictateurs et il se range aux côtés des émirs d'opérette, gardiens de son pétrole. Quelle que soit la défiance qu'inspire Saddam, à juste titre, ce choix ne sera pas pardonné, car il revient à conforter des injustices tellement criantes !"

• Mais plus encore que ce sentiment de l'injustice économique, ce qui frappe le plus, dans la réaction de l'opinion publique au Maghreb, c'est le fameux "deux poids deux mesures" partout entendu et qui traduit la plus profonde humiliation. Dans une région où Israël occupe impunément la



Cisjordanie, Gaza, le Golan et le Sud-Liban, dans une région où la Syrie occupe impunément le reste du Liban, de multiples résolutions des Nations Unies ont ordonné l'évacuation de ces territoires. "Quelle puissance mondiale a seulement levé le petit doigt pour faire respecter ces résolutions ?" demande un responsable tunisien. "Et pourtant, la Palestine et le Liban, c'est tout de même autre chose que le Koweït !... Mais bien sûr, là bas, il ne s'agit pas de pétrole, mais de populations arabes ! C'est moins important, n'est-ce pas ?"

Ces deux sentiments de l'injustice économique et de l'injustice politique, imposées par les Etats-Unis et leurs alliés, sont profondément ressentis au Maghreb, dans des populations pourtant éloignées du champ de l'affrontement. Aucun dirigeant ne peut les négliger. Leur prise en compte ne fait que rapprocher des points de vue si éloignés au départ, entre Rabat d'un côté, Tunis et Alger de l'autre.

Autre élément commun aux réactions des dirigeants maghrébins : c'est l'appréciation du rôle joué par la France. Cette position avait été définie dès le 3 août par François Mitterrand comme une position de fermeté absolue. La France apparaissait ainsi comme se démarquant des "roulements d'épaules" américains et restant à l'écoute du monde arabe. Pour les principaux dirigeants maghrébins, cette attitude était hautement appréciable, tant ils craignaient de voir se renforcer, au sein de leurs populations, la sensation que deux blocs allaient se dresser l'un contre l'autre, le "bloc occidental" contre le "bloc arabe". Mais la logique de l'affrontement s'est trouvée relancée par l'invraisemblable prise en otage par l'Irak des ressortissants étrangers, qui a condamné la France à durcir considérablement sa position.

Pour le roi du Maroc comme pour les présidents algérien et tunisien, même s'ils l'expriment sur des registres différents, il existe en effet dans la conjoncture mondiale, après la liquéfaction du bloc de l'Est, un danger de voir les Etats-Unis s'ériger en unique gendarme du monde. Et seule l'Europe paraît pouvoir faire contrepoids à cette nouvelle hégémonie. Une Europe dans laquelle la France, maîtresse de sa diplomatie et de sa défense, devrait jouer un rôle moteur, avec l'Espagne et l'Italie (dont on notera qu'avec le Portugal, elles ont constamment "collé" dans cette crise à la politique française) et en trouvant appui sur les pays du Maghreb.

Georges Morin

L'ELECTRICITE, C'EST POUR GAGNER



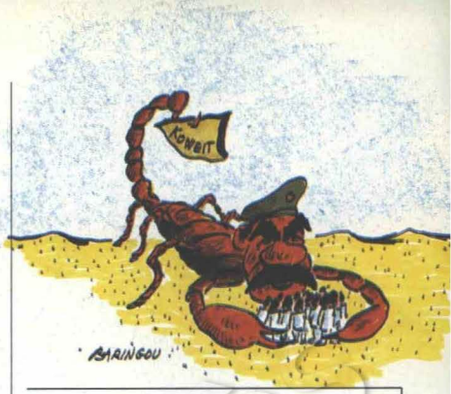
Parce qu'elle est abondante, facile d'emploi, l'électricité est un atout majeur du développement économique. Avec un prix régulièrement orienté à la baisse, à l'abri des aléas internationaux, l'électricité renforce la compétitivité des produits industriels, stimule l'innovation et la création d'activités nouvelles.

EDF
Electricité de France

Sodel conseil

© Fondation Jean-Jaurès

Saddam et la TV : des otages d'un type un peu particulier



Dernière tentative de manipulation télévisuelle, la stratégie de communication de Saddam Hussein a-t-elle bénéficié d'une trop grande complaisance de certaines chaînes occidentales ? Sur la sellette, CNN, la 5, TF1 et son présentateur vedette, PPDA.

On sait maintenant, grâce à Patrick Poivre d'Arvor, que Saddam Hussein a un point commun supplémentaire avec Jean-Marie Le Pen : il ne tient pas en place. Des méchantes langues prétendront que ce n'était pas la peine d'aller à Bagdad pour vérifier ce que l'invasion du Koweït avait abondamment prouvé. Mais ce discours somnambulique -le dictateur irakien, sans s'arrêter de parler, traversant plusieurs fois d'un bout à l'autre le hall rutilant d'un bâtiment moderne à côté d'un gradé hilare et d'un Poivre d'Arvor tendu, prenant des notes interminables et probablement inutiles- restera le plus fascinant aspect de cette rencontre controversée.

L'interview de Saddam Hussein par le sémillant présentateur de TF1 aura cristallisé toutes les interrogations que se sont légitimement posés des professionnels de l'information. L'irritation provoquée par les mises en garde du Premier ministre n'efface pas les problèmes qu'il a soulevés. Dès le début, les apparitions répétées et répétitives de l'ambassadeur d'Irak à Paris ont suscité des réactions qui allaient des préoccupations déontologiques d'un Jean Daniel à l'ironie dévastatrice d'un Bernard Frank. Le parti pris initial de la chaîne d'informations américaine CNN de ne faire aucun tri sur les images en provenance de Bagdad, et notamment sur celles retransmises par la télévision irakienne, a été critiquée par la presse US elle-même, le "Washington Post" et le "New York Times" en tête.

Une stratégie de manipulation

Si, aux yeux de tous, la démarche de Saddam Hussein est apparue pour ce qu'elle était, une stratégie de manipulation, tous les organes d'information n'ont pas pris les mêmes précautions pour la déjouer. Mis sur la sellette à travers les exploits de son moderne Rouletabille, PPDA, la direction de TF1 s'est défendue par la voix d'Etienne Mougeotte qui a révélé que "120 demandes émanant de journalistes français (pour interviewer Saddam Hussein) s'entassent sur le bureau du ministre de l'Information irakien". On serait pourtant mal inspiré de réduire le débat à l'hypocrisie des uns et au cynisme des autres. Et encore moins de le résumer, comme le fait Thierry Desjardins dans "Le Figaro", à l'éternel combat entre la liberté de la presse et la sournoise censure.

Commençons par dissiper quelques confusions. N'est en question ni la presse en général, ni même les médias. Mais cet instrument nouveau et transformé qu'est la télévision. L'idée de ce qui se serait passé, si nous avions eu plus tôt les mêmes moyens techniques, provoque une angoisse rétrospective : imaginons-nous un Hitler tapotant la joue d'un petit enfant juif ! Un nouvel âge politique est né avec le nouvel âge télévisuel. Le satellite, la diffusion massive des matériels audiovisuels permettent de couvrir presque totalement le temps et l'espace.



Avec la prolifération de millions de camescopes miniaturisés, l'image sera à la portée de toutes les bourses et de toutes les capacités. Et la tentation pour les dictatures d'utiliser l'image à son profit sera au moins aussi forte que celle de les passer sous silence. La pression sur l'opinion publique se fait par l'intermédiaire d'un écran qui s'allume aussi bien dans les favelas du Brésil que chez les RMistes de La Réunion. C'est le lieu commun des grands de la planète qui dialoguent par lucarnes interposées -tel le désormais célèbre coup de téléphone de George Bush au président turc Özal quelques secondes après que le président américain l'eut annoncé à CNN- et de la multitude.

Avec la tentation de la mise en scène, tout devient public mais tout devient aussi publicitaire.

Un certain malaise

Paradoxalement, ce que l'on nous montre devient aussi opaque que ce que l'on nous cache. Au début de la crise du Golfe, n'étaient présents et autorisés à Bagdad que TF1 et deux chaînes américaines. Puis, on a assisté à la ruée de presque tous les médias français et de nombreux occidentaux. Aujourd'hui, ils semblent de nouveau indésirables. L'équipe d'Antenne 2 a été expulsée et les autres priées de partir. Or, si on nous a détaillé la stratégie médiatique de Saddam Hussein, les clips à sa gloire, ses communiqués lus par son speaker bellâtre et moustachu, ses "dialogues" avec les otages et ses caresses à leurs enfants, on ne s'est guère interrogé sur le pourquoi de ses revirements ni sur le rôle qu'il assignait aux journalistes. Leur liberté de circulation semble inversement proportionnelle à celle de leurs compatriotes "invités" en Irak, diplomates compris, puisque c'est au moment où le cercle se refermait sur les otages occidentaux qu'ils étaient priés de faire un saut vers Bagdad. Olivier Warin, envoyé de la 5, a résumé par une formule cette étrange situation : "exemple du cynisme qui fait de nous, les journalistes présents à Bagdad, les otages des otages." Otage des otages ou, pour Saddam Hussein, otage un peu particulier ?

Ce régime quelque peu ambigu ne devait certes pas empêcher les journalistes d'aller voir en Irak ce qui se passait. Le premier devoir du journaliste est d'être sur le terrain, et beaucoup l'ont payé de leur vie. Mais cela devrait inciter, dans le maniement des images aimablement fournies pas la télévision irakienne, à beaucoup de circonspection. Cela n'a pas été toujours le cas et l'on n'a pas pu ne pas éprouver, à l'écoute de certaines chaînes, notamment TF1, un profond malaise...

Aucun organe de presse ne peut être blâmé de vouloir être le premier, serait-ce à interviewer un dictateur. Mais comment expliquer que PPDA ait pu en toute impunité interviewer, même sans complaisance, Saddam Hussein, après être censé lui avoir fait ce gigantesque pied de nez qui consistait à passer clandestinement un bébé otage dans ses bagages ? Une de ces deux histoires est forcément peu crédible, à moins d'une clémence du maître de Bagdad à laquelle -depuis l'exécution d'un journaliste britannique- il nous avait peu habitués. Faut-il croire la direction de la chaîne quand elle dément que l'explication réside dans les liens commerciaux qu'entretenait avec l'Irak le groupe Bouygues ? Mais alors, pourquoi ce choix privilégié de TF1 par les Irakiens tout au long de la crise ?

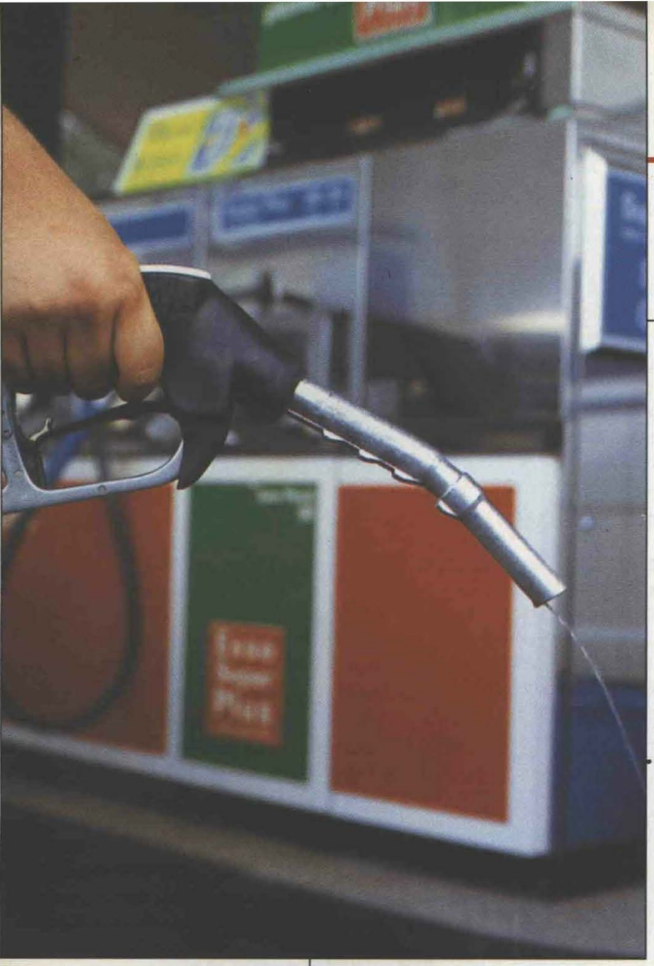
Bernard Chaouat

Deux points de vue

Que pensez-vous de la couverture médiatique des événements du Golfe ? Diriez-vous qu'il y a eu des dérapages ?

Charles Villeneuve. Non. On ne peut pas reprocher à Patrick Poivre d'Arvor d'avoir fait l'interview de Saddam Hussein. Il l'a interrogé honnêtement. Ses questions étaient incisives, sans complaisance. Les journalistes français, de manière générale, ne servent pas la soupe. On n'en est plus là. Que les responsables de l'information qui refuseront une bonne interview de Saddam Hussein lèvent le doigt. Nous ne sommes pas encore en guerre avec l'Irak. Ce n'est seulement que si nous y entrions que donner la parole au chef de l'armée ennemie poserait problème. Saddam Hussein se livre à un chantage odieux dont les journalistes ont conscience. Mais la France a une politique subtile : nos intérêts profonds ne sont pas les mêmes que ceux des Américains, que cela se traduise dans les médias ne me gêne pas.

Ivan Levaï. Oui. Mais l'attitude devant les manipulations irakiennes ne concerne pas seulement les journalistes, mais l'ensemble des citoyens et tous les responsables. Je comprends qu'un journaliste ait envie de croiser le regard de Saddam Hussein. Le problème n'est donc pas celui de son interview. Mais celui de la responsabilité des metteurs en page qui, dans les rédactions, grossissent les titres. On oublie toujours le rôle des metteurs en page de la télévision, ceux qui se cachent derrière la belle gueule de leur présentateur. Pourquoi, dans un journal, une telle prime au dictateur Saddam Hussein, en temps et en heure, par rapport aux démocrates Mitterrand et Giscard ? Pourquoi voit-on si peu de dirigeants arabes comme Moubarak ? A ce compte si Hitler, Mussolini vivaient aujourd'hui, on les verrait tous les soirs à la télévision. On me dit qu'ils seraient ridicules. Saddam Hussein n'était pas ridicule.



La folle semaine

La France doit s'adapter "sans délai" à la situation créée par la crise du Golfe. Lundi, le président de la République a tranché, mettant fin à une folle semaine de rumeurs et de polémiques.

"Les mots austérité et rigueur n'ont pas leur place", a affirmé Michel Rocard au conseil des ministres du 3 septembre. Rigueur, c'est François Périgot, président du CNPF qui, le premier, a lâché le mot, en évoquant, dès le 20 août, "une politique de rigueur en matière de dépenses publiques et de salaires." C'était bien calculé : les Français, qui se demandaient encore quelle était la juste répartition de la croissance, se sont réveillés de leur torpeur estivale en se disant que les lendemains risquaient de déchanter. Depuis, tous les débats ont tourné autour de la rigueur, même si personne n'ose prononcer le mot, préférant évoquer les notions d'austérité, d'effort, d'équité, etc.

Il est en effet des erreurs que personne ne veut renouveler. La France a subi de plein fouet les deux chocs pétroliers et, dans l'inconscient collectif, l'expérience a marqué. Que facture il y aura à la suite des événements du Golfe, personne ne le conteste. Qu'il ne faille pas recommencer les erreurs d'antan, nul ne le conteste non plus. En 1973 et 1979, seules les entreprises ont supporté le choc et tout le monde se souvient de la hausse de l'inflation, de la course folle des prix et des salaires, des faillites et des files de chômeurs. Personne ne veut recommencer. Mais, à partir de là, les avis divergent. Faut-il immédiatement administrer un remède de cheval, quitte à s'apercevoir ensuite qu'il n'en était pas besoin et que le malade l'a mal supporté ? Vaut-il mieux cibler le traitement et renforcer par une médication adéquate les points dont on sait qu'ils vont être touchés ? Ne convient-il pas d'attendre, de voir où il y a dégâts et y remédier ensuite ?

La crise et la nouvelle étape sociale

Ce sont ces divergences sur le traitement, et, surtout, son application dans le temps qui ont posé problème. Et les passions s'en sont mêlées, car il se pose au plus mauvais moment, quand les salariés, après s'être serrés la ceinture à leur tour, réclament une plus juste répartition de la croissance. La "nouvelle étape sociale" de ce printemps répondait à cette attente, mais elle s'appuyait sur la croissance. Que devient la croissance ? Tout, en tous cas beaucoup, en dépend. Est-on en mesure de la prévoir vraiment ? Là, les choses commencent à se compliquer nettement.

Tous les instituts de conjoncture y sont allés de leurs prévisions, mais celles-ci, même si elles commencent à intégrer l'augmentation du pétrole, ne sont pas en mesure de l'isoler, car d'autres facteurs interviennent. Aussi est-il important de voir à quelle date sont intervenus les principaux décrochages.

En juillet, l'INSEE tablait sur 3% de croissance pour cette année, moins, donc, que les 4,3% de 1988 et les 4% de 1989. Elle estimait alors la croissance du premier semestre à 1,3%, mais annonçait une reprise de l'activité pour le second. Le 30 août, l'INSEE révise tout à la baisse : "Pour 1990, une croissance en moyenne annuelle de 3% apparaît très difficile à atteindre." Car elle s'était trompée : au lieu de 1,3% attendu au premier semestre, on a eu 0,6% (0,5% pour les trois premiers mois, 0,1% pour les trois derniers). Le repli est net dans presque tous les secteurs, biens manufacturés, biens et services marchands. Les bénéfices des sociétés diminuent alors qu'ils progressaient vivement depuis la mi-1989.

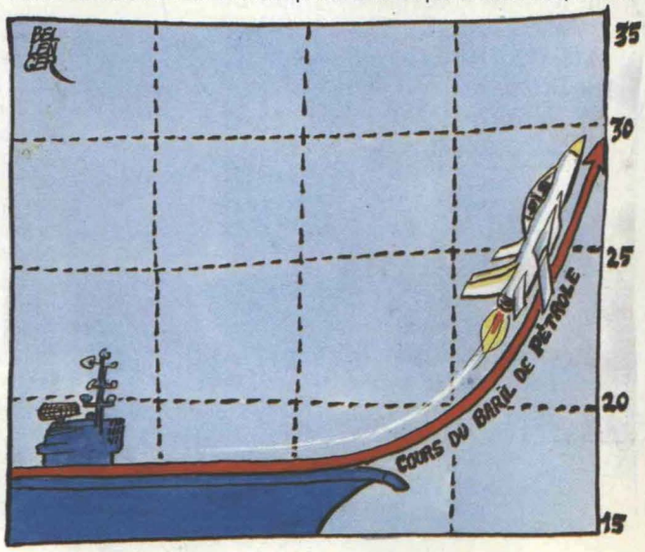
La faute à qui ? Pas au pétrole : il est toujours, à ce moment-là, à 18 dollars. Mais à l'économie américaine qui plonge dans la récession. Comme elle sert depuis des lustres de locomotive mondiale -première importatrice, elle est redevenue première exportatrice en 1989- elle entraîne tous les autres à la baisse. Résultat : même si le regain de l'activité prévu pour l'après-été existe bien, la croissance serait de 2,6%.

Se fondant sur un nouveau prix du pétrole de 24 à 25 dollars, et un dollar à 5,3 francs, l'INSEE affirme que "cette baisse du dollar amortit l'ampleur du choc initial sur le prix du pétrole." La hausse du prix du pétrole représente 0,5% du PIB, soit "une importance beaucoup plus modérée qu'en 1973 (5%) et 1980 (3%)." Mécaniquement, l'impact sur la hausse des prix serait de 0,5 point, soit 3,6% pour 1990 alors qu'en juillet, on l'estimait à 3,1% et que, au début de l'année, la direction de la Prévision tablait sur 2,5%. En moyenne annuelle, le surcroît d'inflation dû au pétrole serait de 0,2 point.

L'urgence du budget

De prévisions hypothétiques à une date donnée démenties par les faits à d'autre prévisions hypothétiques à une autre échéance, on nage dans le provisoire et, surtout, l'imprécision. Aussi, Michel Rocard a-t-il réuni autour de Lionel Stoleru un groupe anti-crise, composé de 35 personnes, représentant les organisations syndicales, patronales et les différentes administrations concernées. Chargé d'évaluer les conséquences économiques et sociales à court et moyen termes des événements du Golfe et de réfléchir à la préservation de l'outil de production et au partage équitable des efforts à venir, il doit rendre un premier rapport d'étape avant la fin septembre. Le Premier ministre n'en attend "ni caution ni consensus" de la part des partenaires sociaux. En revanche, tout le monde attend de lui un consensus sur les chiffres.

Mais le budget, lui, ne peut attendre. Le conseil des ministres chargé de l'entériner se réunit le 12 septembre. Il devra en tout état de cause décider, alors que personne ne sera vraiment en mesure de dire de quoi demain sera fait. Certes, le budget est toujours établi à partir de prévisions : pas de difficulté quand tout se déroule comme prévu. Mais l'exercice devient difficile quand ce n'est pas le cas. Aussi, le bud-

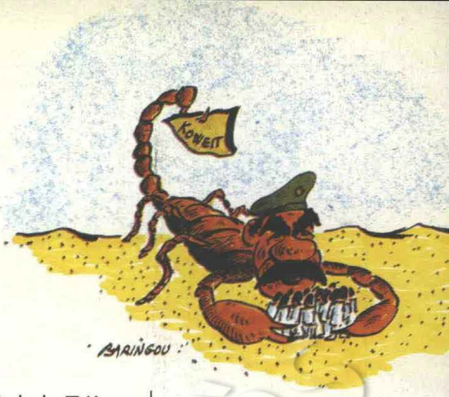


La contribution sociale généralisée

Fallait-il la remettre à plus tard, quitte à prendre le risque de l'enterrer définitivement ? Finalement, la contribution sociale généralisée est sortie saine et sauve lundi du conseil des ministres. Elle sera donc bien chargée d'assurer un meilleur financement de la Sécurité sociale grâce à un élargissement de l'assiette des prélèvements : ils ne seront plus limités aux seuls salaires, mais étendus à l'ensemble des revenus. Comme il n'est pas question d'augmenter le poids des prélèvements obligatoires, on devrait supprimer la contribution supplémentaire de 0,4% qui pèse aujourd'hui et porter la CSG aux alentours de 1%. Reste encore encore à savoir si tout le monde paiera, et en particulier les plus bas revenus, dont certains chômeurs et retraités.

M.G.

ET LA CONJONCTURE ECONOMIQUE



get 1991, élaboré avant l'été, s'est-il trouvé déstabilisé. Les différents arbitrages péniblement élaborés alors étaient-ils mis en cause ? Oui, ont semblé trancher un peu vite les experts de la Rue de Bercy en laissant filtrer dans la presse un certain nombre de mesures (ampleur des économies budgétaires supplémentaires, accentuation de la baisse de l'impôt sur les sociétés...) sans concertation préalable et en les présentant comme des décisions déjà prises. On imagine le tollé. Les ministres voient leurs crédits fondre comme neige au soleil, et les socialistes qui avaient bataillé en faveur de la nouvelle étape sociale se retrouvent avec un social laminé au nom d'impératifs d'urgence économique que personne aujourd'hui n'est en mesure de préciser.

Aujourd'hui, où en est-on ? Le président de la République a défini l'orientation générale -la France doit s'adapter sans délai- et quatre principes :

- économiser l'énergie ;
- sauvegarder la croissance favorable à l'emploi sans résurgence de l'inflation ni aggravation du déficit du commerce extérieur ;
- poursuivre plus que jamais en cette période difficile la lutte contre les inégalités ;
- répartir justement l'effort nécessaire qui est aujourd'hui limité.

La porte est étroite

L'Etat freinera bien ses dépenses pour prendre en compte un environnement économique moins favorable. L'enveloppe des dépenses, qui devait augmenter de 5,4%, ne progresserait plus que d'environ 4,6%. Les coupes devraient osciller entre 6 et 8 milliards, sur un total de 1.283 prévus initialement. Qui seront les plus touchés ? On ne le sait pas encore, mais on devine facilement l'inquiétude dans les couloirs des différents ministères... et des syndicats de la fonction publique. Déjà, cette année, aucun accord salarial n'avait pu être signé.

Pour aider les entreprises et muscler l'appareil productif, on jouera surtout sur la fiscalité. D'ores et déjà, quelques mesures peuvent être considérées comme certaines. La baisse de l'impôt sur les bénéfices réinvestis des sociétés est confirmée, mais on ne sait si elle sera de 2 points (de 37 à 35%) ou de 3. Toutes les entreprises qui investissent en profiteront, d'autant qu'elles se sont largement désendettées et visent à un autofinancement maximal de leurs investissements : le taux est supérieur à 80% depuis 3 ans. Reste malgré tout le problème du niveau élevé des taux d'intérêt réels, qui pèsent sur les décisions d'investissement. Mais ceux-ci ne peuvent pas être manipulés facilement, car ils dépendent de ceux pratiqués au sein du système monétaire européen. Pour la majorité des banques centrales, l'heure n'est pas à la baisse.

Est également confirmée la baisse du taux majoré de la TVA - actuellement de 25%- qui touche surtout l'automobile et la hi-fi. Elle risque de donner un coup de pouce à la consommation dans ces secteurs, alors qu'on cherche à freiner la demande des ménages, mais elle contribuera mécaniquement à enrayer tout de suite la hausse des prix.

Pour renforcer la solidarité, la baisse de l'impôt sur les sociétés pourrait être proportionnelle à une augmentation de la taxation des plus-values financières des entreprises. Cette mesure avait été proposée dans le rapport de François Hollande sur la fiscalité du patrimoine. Autres mesures destinées à demander davantage à ceux qui ont le plus : un durcissement de l'impôt de solidarité sur la fortune et la taxation plus forte des plus-values sur la vente de résidences secondaires. Pas question en revanche de saborder les négociations sur les bas et moyens salaires. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, a déjà senti le vent tourner, et confirmé qu'il n'était pas question de revenir sur les orientations de mai et juin derniers. Mais, d'après lui, les entreprises ont déjà largement fait leur devoir pour les salaires réels, avec un salaire horaire en augmentation de 5,2% en un an. Sur les classifications, on verra en fait ce que donneront les discussions dans le bâtiment qui ont repris mardi. Le gouvernement a les moyens de faire avancer le dossier : il avait annoncé, avant l'été, que les hausses futures du SMIC seraient fonction de l'évolution des négociations. Pas question non plus d'oublier les chômeurs : le 13 septembre, Jean-Pierre Soisson présentera bien le 3e plan pour l'Emploi.

Entre l'économique et le social, la porte est étroite.

Monique Grima

3614 code PS



Mardi, c'était la reprise du service minitel. Le premier secrétaire répondait à de nombreuses questions malgré quelques ennuis du réseau Transpac.

Pas de question sur le Golfe. En revanche, les mesures antisociales qui vont encore être prises affolent complètement...

La crise du Golfe peut avoir des répercussions économiques. Il convient de les évaluer, mais sans affolement ni précipitation. Il reste plusieurs mois avant le vote du budget. Il n'y a pas lieu de prendre trop rapidement des mesures inutiles, ni de remettre en cause les exigences de juse sociale et de partage. Tous les socialistes sont d'accord là-dessus.

Quelle austérité est à prér dans la crise du Golfe ?

Ne parlos pas d'austérité. Il y aura naturellement une note à payer. Nous veillons à ce que les crédits supplémentairui devront être engagés soient équitablement répartis entre les Français. Parlos d'une discipline à nous imposer plutôt que d'une politique d'austérité.

Ne pensez-vous pas que la crise du Golfe résulte fondamentalement du tracé colonialiste des frontières et d'une mauvaise distribution des ressources ?

Le Moyen-Orient est une région complexe et instable, notamment du fait de l'inégale répartition de la richesse des sables. L'établissement de mécanismes adéquats de répartition des richesses est une des données du règlement du conflit.

Quelle est la différence entre l'annexion du Koweït et celle du Sahara ex-espagnol ? Quelles sanctions contre le Maroc ? Alors, pourquoi faire la guerre à l'Irak ?

La France ne fait pas la guerre à l'Irak. Mais elle a des ressortissants pris en otage par Saddam Hussein. Elle a aussi un devoir de solidarité envers ses partenaires. Cela impose des actions qui ne visent pas à faire la guerre, mais à contribuer à l'apaisement du conflit déclenché par l'Irak. Ces actions s'inscrivent en outre dans les orientations définies depuis longtemps par les socialistes en faveur d'un ordre international et d'une sécurité collective.

Quel est le prix du super à l'Assemblée nationale ?

Le même qu'à votre pompe. Les députés ne sont pas chargés de fixer le prix de l'essence, qui répond aux lois du marché avec des plafonds fixés par le ministre des Finances quand ils s'emballent.

Lors du dernier congrès, tu as proposé la réduction du budget de la Défense nationale. Au regard de l'évolution de la situation internationale, maintiens-tu cette proposition ?

Cette convention aura lieu en 1991. Comment ne pas tenir compte dans nos choix budgétaires en matière de défense, de l'évolution des relations internationales, et particulièrement de la fin de la guerre froide et de la baisse de la tension entre l'Est et l'Ouest ? La récente crise du Golfe illustre que c'est à des conflits régionaux que nous serons de plus en plus confrontés. Dès lors, je pense qu'il conviendra que nous adaptions le volume et la nature de notre investissement en matière de défense à cette nouvelle donne.

Que pensez-vous de l'attitude de Chevènement ?

Le ministre de la Défense s'en est expliqué avec le Président et le Premier ministre.

Pourquoi y a-t-il encore en France, et notamment à Paris, beaucoup de démunis, de sans ressources, qui meurent de faim dans la rue, dans l'indifférence générale ?

Le RMI a été instauré pour répondre précisément à ces situations de précarité et assurer l'insertion des personnes qui ont des difficultés à trouver leur place dans la société.

Le nucléaire nous coûtera encore bien plus cher si on chiffre le retard que nous sommes en train de prendre dans la recherche et la mise au point de l'énergie solaire. C'est vraiment le scandale du siècle, on en reparlera, croyez-moi...

Il faut savoir effectuer des choix et s'y tenir. Les grands choix énergétiques de la France ont été fixés au début des années 70. Le programme électronucléaire a permis de faire passer l'indépendance énergétique de la France de 22% en 1973 à 48% aujourd'hui, et de réduire la part du pétrole de 69 à 43%. La politique d'économie d'énergie mise en place dans le même temps a permis d'économiser environ 35 millions de tonnes d'équivalent pétrole chaque année.

Suite à Three Miles Island, aucun pays développé n'a construit de centrale (une seule en Angleterre), sauf la France, vous rendez-vous compte du risque encouru ?

En plein conflit du Golfe, je crois que la France peut se féliciter d'avoir réduit sa dépendance à l'égard du pétrole par rapport à 1974 ou à 1980. Cela nous permet aujourd'hui de ne pas craindre un choc pétrolier comparable à ceux que nous avons connu.

Et si la France annexait Monaco ?

Cela n'a jamais été l'idée d'un gouvernement français. Nous voulons éviter de faire de la peine à Caroline et Stéphanie !

Mardi 11 septembre, de 18 à 20 heures, Marcel Debarge, sur 3614 code PS

AVENIR

Il y a enfin un mot que tous les Européens peuvent comprendre.

Coll. Fondation Jean Jaurès

AVENIR AVENIR AVENIR **LE PREMIER AFFICHEUR EUROPÉEN.**

AVENIR HAVAS MEDIA - 114, rue Galliéni - 92100 Boulogne-Billancourt
BP 417 - 92103 Boulogne-Billancourt Cedex - Tél. : 47.12.20.20 - Fax : 47.12.20.99 - Télex : 633 262

Manifestations et violences agricoles : les raisons de la colère



Les agriculteurs avaient commencé l'été, le 24 juin, en moissonnant la plus belle avenue du monde. Les Parisiens découvraient une agriculture modernisée et performante et applaudissaient. Le 29 août, 200.000 paysans sont dans la rue : opérations commando, empoisonnement de moutons, crémation de bœufs. L'opinion ne comprend plus et les agriculteurs redeviennent "des jamais contents". Entre ces deux dates : une deuxième sécheresse, un effondrement des cours de la viande ovine et bovine et des paysans qui ne savent pas s'ils "vont passer".



2.000 francs nets par mois aujourd'hui. Il y a encore un an, Denis dégageait de son exploitation un revenu deux fois supérieur. Durant l'été, avec une baisse -de 20%- des cours de la viande ovine, son revenu a fondu. Le GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) qu'il exploite avec son frère -70 hectares en zone de montagne dans la Loire, 500 brebis- ne fait plus face à ses échéances : la Mutualité sociale agricole reste impayée, les fournisseurs d'aliments pour le bétail aussi. "En 1976, année de notre installation, on vendait l'agneau 310 francs. Aujourd'hui, quatorze ans après, on le vend 350." Denis chiffre la crise : "En Irlande, le kilo d'agneau est bradé à 19 francs. On ne peut pas suivre mais, pourtant, les éleveurs irlandais, eux aussi, se cassent la gueule. La réalité est qu'il n'y a plus de marché et que la grande distribution spécule à la baisse !"

Le plan d'urgence annoncé par Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, le 31 août dernier, ne le concerne pas. "Nous, les petits producteurs situés en zone de montagne, sommes exclus de la solidarité nationale", lance Denis, qui prévoit une nouvelle vague de manifestations. Il est vrai, le paquet de mesures annoncées par le ministère est géographiquement ciblé : il concerne avant tout les départements du Grand-Ouest et, particulièrement, ceux de Poitou-Charentes et des Pays-de-Loire. Des régions durement touchées par une double sécheresse et par l'effondrement des prix de la viande bovine.

Au bord de la faillite

Pierre, lui, aura droit aux mesures annoncées : de quoi, espère-t-il, "refaire (sa) trésorerie". Il vit dans un petit village du Poitou, sur une exploitation de 40 hectares. Des céréales et des taurillons. La sécheresse de 1989 a mis son exploitation en péril, et il attend encore aujourd'hui les indemnités auxquelles il a droit. La canicule version 1990 et la diminution de près de 10% du prix de la viande bovine le poussent, aujourd'hui, au bord de la faillite : Pierre ne tire plus aucun revenu de son exploitation, ne paye plus ses échéances, songe à renégocier sa dette au Crédit agricole. "A quoi bon continuer ? lâche-t-il dans un soupir, se lever à 5 heures, bosser toute l'année pour rien. Des soucis, c'est tout. Encore heureux que ma femme travaille." La désillusion gagne les campagnes, la grogne et la colère aussi : "Je comprends les gars qui détournent les camions de viande est-allemande. 600 francs par carcasse, alors que notre prix moyen par tête de jeune bovin est de 5.000 à 6.000 francs. Que voulez-vous, on ne veut plus faire les frais de la réunification allemande et, demain, ceux de la libéralisation totale des échanges ! C'est normal que les gars explosent et fassent n'importe quoi." Pierre comprend mais n'approuve pas : "Brûler des animaux vifs n'est pas dans la tradition syndicale."

Henri Nallet face aux foudres paysannes

Dans le Sud-Ouest, les chiffres ne sont pas encore connus, mais les rendements en céréales seront faibles : "Les tournesols grillent sur pied" et il faudra passer sous les fourches caudines des mécanismes communautaires de régulation des marchés, les QMG (quantités maximales garanties), qui déclenchent une baisse automatique des prix dès que le volume de production national est dépassé. Une machinerie qui s'applique à tous les producteurs, quel que soit leur rendement : ceux du Sud-Ouest payeront pour ceux de la Marne.

Pour faire face à ces situations, Henri Nallet peut mettre sur la table 1,2 milliard de francs. Mais son dispositif en six points (cf. encadré) représente en fait un volume en trésorerie de près de 3 milliards. De quoi faire face aux situations les plus criantes.

Le maire de Tonnerre arrivera-t-il à éviter les foudres paysannes ? Rien n'est moins sûr. Les organisations syndicales accueillent avec réserve les mesures du ministère et sont complètement débordées par leur base.

Pour Denis : "L'agriculture française est à un tournant. Dans les deux ans qui viennent, une réorientation totale doit être entreprise." "Bien sûr, ajoute-t-il, il faut éteindre l'incendie, mais on ne trouvera pas tous les ans des milliards pour faire face aux crises conjoncturelles." Réorientation, le mot est dans toutes les bouches. Jusqu'en 1984, les agriculteurs étaient encouragés à produire. Toujours plus et avec des investissements sans cesse grandissants. La politique agricole commune représentait plus de 70% du budget de l'Europe. Depuis -contrainte budgétaire oblige-, des systèmes de maîtrise des productions ont vu le jour. Quotas sur le lait, stabilisateurs sur les céréales, les viandes. Mais ces régulateurs restent plaqués sur un mode de production de type intensif. Inadaptés aux multiples fonctions de l'agriculture : "Il faut repenser la politique agricole, intégrer à la contrainte budgétaire la fonction d'occupation de l'espace que remplit l'agriculture", affirme Denis, reprenant le leitmotiv de la Confédération paysanne.

L'Europe verte à la recherche d'un nouveau souffle

Des mesures commencent à être prises en ce sens, l'extensification, par exemple : encourager par une prime les éleveurs à produire moins d'animaux sur une surface donnée. Des aides directes au revenu ont également vu le jour : une manière de reconnaître mezza voce qu'il faut maintenir des agriculteurs pour entretenir le paysage. Denis y a droit, il a fait ses comptes : tout juste de quoi couvrir la perte de revenu qu'il tirait de la laine de ses brebis.

Sous le soleil, et peut-être à cause de lui, l'Europe verte tâtonne, à la recherche d'un nouveau souffle. En attendant, l'agriculture française se porte bien : 51 milliards d'excédent de la balance commerciale agro-alimentaire. Les prix à la consommation ne baissent pas et les agriculteurs, eux, subissent des crises répétées. Il y a comme un os. Certains, cet été, l'avaient en travers de la gorge.

Philippe Navarro

Le plan d'urgence

Henri Nallet, ministre de l'Agriculture et de la Forêt, a présenté le 31 août le détail du dispositif arrêté par le gouvernement pour venir en aide aux agriculteurs victimes de la crise des marchés des viandes bovine et ovine et de la sécheresse.

Ce dispositif comprend six mesures :
- report des cotisations sociales,
- mise à disposition de céréales à prix réduit,
- prise en charge de frais financiers,
- aménagement de la dette,
- aides financières aux structures collectives d'irrigation,
- avances exceptionnelles de trésorerie.

A l'exception des aides financières aux structures collectives d'irrigation, ces mesures sont réservées aux producteurs spécialisés en viande bovine et ovine des départements les plus touchés par la sécheresse. Le report des cotisations sociales concerne la même catégorie de producteurs mais est applicable sur l'ensemble du territoire.

EDUCATION

Lionel Jospin : "Le système éducatif doit bouger"

Rythme de croisière pour l'application de la loi d'orientation. Cette rentrée devrait connaître moins de difficultés que la précédente. Restent quelques dossiers polémiques : les IUFM et la réforme des rythmes scolaires. Sans compter la disparition annoncée de la physique et de la chimie en 6e et 5e. Et la pénurie d'enseignants... Le ministre de l'Education nationale répond.



***"Vendredi"*. Les premières dispositions de la loi d'orientation ont déjà un an d'application. Quel bilan en tirez-vous ?**

Lionel Jospin. La loi d'orientation sur l'éducation a été publiée le 14 juillet 1989 au Journal Officiel. Il est encore trop tôt pour en tirer un bilan général.

Cependant, un certain nombre de ses dispositions se sont concrétisées immédiatement. Ainsi, la première évaluation CE2-6e a eu lieu dès la rentrée 1989. Elle a permis aux enseignants dans les écoles primaires d'engager des actions auprès des élèves pendant l'année qui vient de s'écouler. Jugée très positive, cette évaluation aura lieu de nouveau cette année. L'enseignement des langues à l'école primaire a également commencé en 1989-90, selon le principe du volontariat des établissements, ce qui prouve bien l'existence d'un besoin en ce domaine. Le dispositif va s'amplifier en 1990-91. Voilà deux exemple de mesures nouvelles qui ont été bien acceptées. Et puis, j'ai constaté sur le terrain une mobilisation et une ouverture. La consultation nationale sur les contenus de l'enseignement en novembre et décembre 1989 a permis de recueillir les suggestions de 180.000 personnes sur le terrain. J'ai remis ces conclusions au Conseil national des programmes lorsque je l'ai installé dans ses fonctions. Une telle participation montre une aspiration très forte au changement et au dialogue.

Cette seconde année prévoit la mise en place dans 33 départements de cycles pluriannuels, une réforme de fond qui suppose des parcours individualisés et des heures de soutien personnalisé. Or, les écoles manquent cruellement d'enseignants. Cette carence ne risque-t-elle pas de décourager les bonnes volontés, d'entraver toute action réelle contre l'échec scolaire, de bloquer d'emblée toute rénovation ?

La mise en place des cycles pluriannuels à l'école primaire est certes un travail de fond, porteur d'une vision différente de la scolarité pré-élémentaire et élémentaire. Mais il s'agit moins de bouleverser les structures actuelles de notre enseignement que d'y généraliser des modes de fonctionnement pédagogique nouveaux. Du reste, des expériences ont été tentées dans ce sens par les enseignants et par les établissements scolaires. Elles fonctionnaient simplement comme des innovations ponctuelles, sans bénéficier du soutien du ministère. Les enseignants qui s'y sont engagés ne pourront que se sentir encouragés par ces nouvelles mesures.

Il est vrai que la question du recrutement des enseignants n'est pas totalement résolue, et j'y suis très attentif. Mais le lien entre le recrutement et l'évolution pédagogique que j'ai décrite n'est pas si immédiat que vous le sous-entendez. Il faut apprendre à travailler différemment, organiser le temps scolaire de façon plus souple, revoir les contenus.

Dans le secondaire, plus de 4.000 postes sont vacants cette rentrée. La situation des recrutements est toujours très critique. Cette pénurie, qui dépasse largement le champ des disciplines scientifiques, ne risque-t-elle pas d'enrayer la dynamique née de la loi d'orientation ?

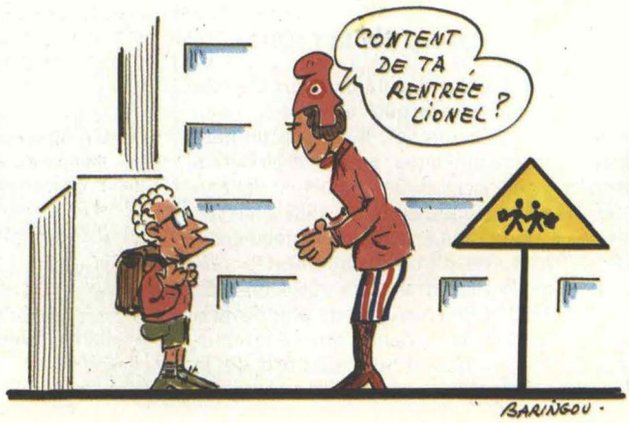
Pour la rentrée 1990, nous avons créé 10.600 emplois pour les enseignements scolaires. Un plan de recrutement des personnels va, en outre, être publié (article 16 de la loi d'orientation). Il exposera les possibilités d'emplois qu'offre le ministère pour les cinq prochaines années.

En ce qui concerne les étudiants inscrits aux concours de recrutement 1990, la tendance générale est à la hausse : 4,6 % de plus à l'agrégation externe et 4,2 % au CAPES, par rapport à 1989. Ainsi, en quatre ans, sur l'ensemble de la période 1987-90, le nombre d'étudiants inscrits au CAPES a augmenté de 61%.

L'effort de revalorisation du métier d'enseignant commence à porter ses fruits. Le problème du recrutement est loin d'être résolu mais il y a une inversion de tendance et des raisons d'espérer. C'est une situation totalement nouvelle.

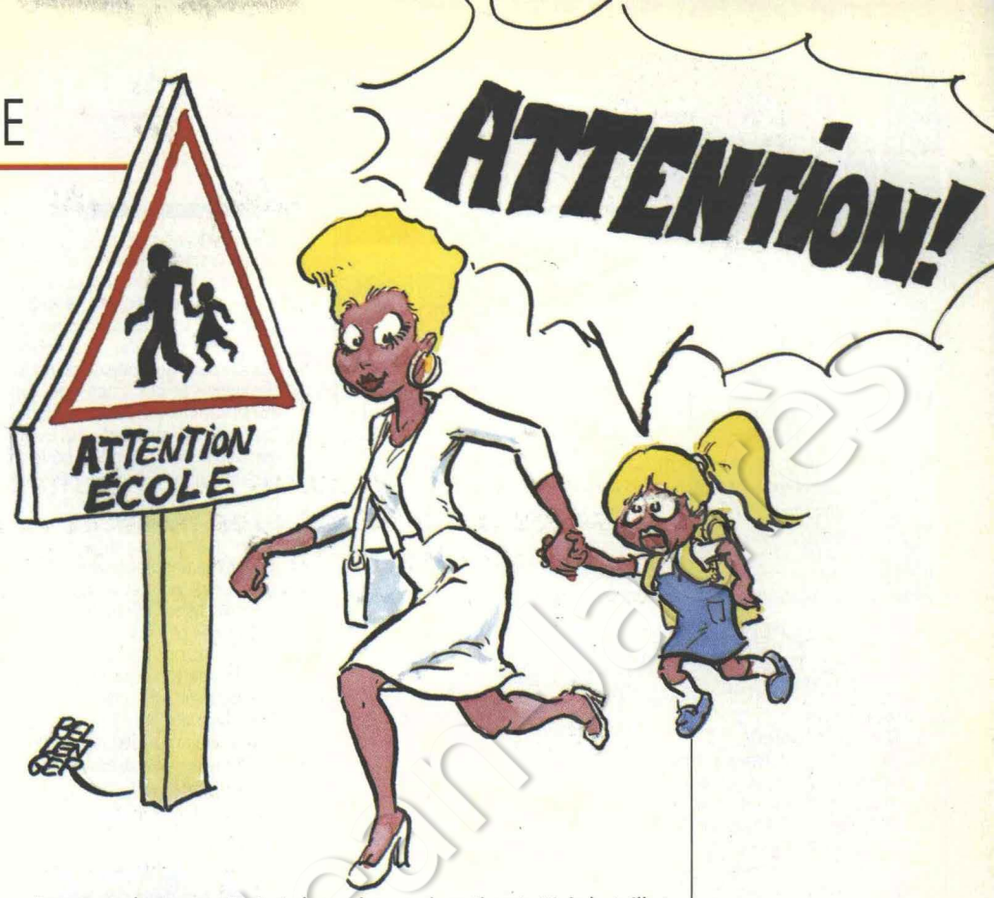
Après avoir annoncé l'introduction du contrôle en cours de formation (CCF) dans les baccalauréats technologiques, évolution également attendue à terme pour les séries générales, le ministère a annoncé qu'il y renonçait. Pourquoi ce recul ? Le CCF passe-t-il donc définitivement aux pertes et profits des relations ministère-syndicats ?

Il ne s'agit pas de renoncer ; mais rien ne doit être mis en œuvre sans l'accord le plus large possible. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, a souhaité prendre le temps d'expliquer son projet, de rassurer tous ceux qui ont pu en ressentir quelque inquiétude, et il a raison. L'enjeu est trop important. Le baccalauréat a une valeur scolaire, bien sûr, mais aussi symbolique, très forte dans notre pays. L'opinion y est très sensible. En outre, je vous informe que le contrôle en cours de formation entrera en vigueur, cette année, pour les bacs professionnels. La circulaire paraîtra dans les jours qui viennent. La réflexion se poursuit donc. J'ai demandé au Conseil national des programmes d'examiner ce dossier et de me faire des propositions.



Peut-on imaginer que, dans cinq ans, le bac se déroule dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui ?

Un des points importants du travail en cours est la réflexion sur le sens et les modalités de l'évaluation. Jusqu'à présent, l'évaluation des élèves a été pensée comme l'évaluation d'une somme de connaissances, au terme d'un parcours de formation : le bac fonctionne dans cet esprit.



L'orientation majeure de la politique que j'ai engagée depuis deux ans vise à adapter le système éducatif au jeune, à ses particularités, en termes de rythme d'apprentissage, de projet personnel. Dans cette logique, le bac, lui aussi, doit évoluer. Aucune décision n'est prise, la réflexion est en cours.

La logique voudrait que le bac, vécu souvent comme une sanction, par son caractère ponctuel et son côté "performance d'un instant" s'assouplisse, limite la part du "bachotage" dont nous connaissons tous les effets pervers. Il ne faut pas simplement voir les problèmes de gestion que pose le système actuel, qui est -il est vrai- au bord de l'asphyxie. Il faut aussi s'interroger sur la dimension pédagogique de cet examen.

Pourquoi avoir été plus ferme, contre l'avis de la majorité de vos partenaires et du tout nouveau Conseil supérieur de l'éducation que vous veniez d'introniser, en ce qui concerne la suppression de la physique-chimie en 6e et 5e ?

Je suis prêt, sur cette question comme sur le reste, à engager le débat avec ceux qui le souhaitent. Ma décision est prise et je n'y reviendrai pas. Toutefois, sur ce type de question, je crois qu'un effort d'information est indispensable. Je suis donc d'accord pour discuter, pour m'expliquer, pour ouvrir un dialogue.

L'introduction de l'enseignement de la physique et de la chimie en 6e et en 5e date de 1976. A l'heure actuelle, son efficacité n'est pas prouvée. Les professeurs de lycée n'ont pas constaté que les élèves étaient meilleurs dans ces disciplines depuis qu'ils l'abordent au début de leur scolarité secondaire. La décision que j'ai prise fait partie d'un dispositif de réorganisation des enseignements scientifiques beaucoup plus large. A la suppression de la physique et de la chimie en 6e à la rentrée 1991, puis en 5e à la rentrée 1992, correspondront, en 1993, l'augmentation du volume horaire de cette discipline en 4e (de 1 h 30 à 2 h), puis en 3e l'année suivante, c'est-à-dire en 1994. Il s'agit bien d'un ensemble de mesures se mettant en place de manière progressive, et non d'une décision ponctuelle comme vous semblez le suggérer. Les changements en profondeur annoncés pour 1992 auront bien lieu. Déjà, le Conseil national des programmes dispose de deux séries de travaux : d'une part, l'ensemble des réflexions conduites dans les académies au moment de la consultation sur les contenus qui a eu lieu à la fin de 1989 ; d'autre part, les conclusions des commissions spécialisées par disciplines qui ont travaillé, à ma demande et sous la direction de Pierre Bourdieu, sur ce sujet.

L'évolution de la société et du monde font que, dans une certaine mesure, nous n'avons pas le choix : le système éducatif et, avec lui, l'ensemble des formations qu'il propose, doit bouger ; donc, l'évolution engagée se poursuivra, et les échéances que nous nous sommes fixées par la loi d'orientation seront respectées.

Les enseignants jouent-ils vraiment le jeu de la rénovation ? L'argument fréquemment avancé du manque de moyens est-il recevable ou sert-il à justifier des immobilismes corporatistes ? Si oui, êtes vous prêt à passer outre ?

En 1990, le budget du ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports est devenu le premier budget de l'Etat, et il le restera en 1991. Il s'élève à 227.413 MF. En 1989, il atteignait déjà 209.208 MF. De 1989 à 1990, il a augmenté de 8,7%. L'argument du "manque de moyens" n'est donc plus aussi pertinent. Mais la taille de l'institution elle-même, et la multiplicité des chantiers ouverts depuis le vote de la loi d'orientation, peuvent atténuer la perception de cet effort public. Il est pourtant réel, important, et il va durer. Quant au désir des enseignants de voir évoluer le système éducatif, de travailler mieux, plus efficacement, il est réel... Leurs difficultés existent, il ne faut pas les nier. Mais je constate aussi, quand je rencontre les enseignants sur le terrain, un dynamisme et une ouverture beaucoup plus grands qu'on ne le croit.

Les trois premiers instituts de formation des maîtres ouvrent dans quelques jours. Là encore, les résistances sont fortes tant du côté des écoles normales que des syndicats du second degré. Comment pensez-vous convaincre vos partenaires ? Maintiendrez-vous la généralisation des IUFM en 1991 ?

Les IUFM correspondent à une vision totalement nouvelle de la formation des enseignants. Conception nouvelle mais aussi structures nouvelles, façon nouvelle de travailler ensemble. Il est donc normal que ce projet suscite une attente et... des inquiétudes. Depuis le début, j'ai toujours affirmé ma volonté de dialoguer, d'avancer progressivement. A la rentrée, trois IUFM expérimentaux vont commencer à fonctionner. Ils nous permettront de résoudre les problèmes humains, techniques, juridiques, non pas de façon abstraite et unilatérale mais dans la souplesse, dans l'écoute des individus et du terrain, dans le dialogue. Je crois que cette démarche expérimentale et respectueuse des réalités humaines est la meilleure façon de convaincre. Vous voyez, il n'est pas question de différer ni de modifier ce projet. Les IUFM seront généralisés en 1991 dans toutes les académies.

Vous avez également repoussé, face aux pressions des autorités religieuses, le nouvel aménagement de la semaine scolaire. Là encore, le projet de laisser chaque école choisir entre le mercredi matin et le samedi matin est-il reporté sine die ?

Vous soulevez là une question extrêmement délicate. A l'heure où vous m'interrogez, je ne peux pas m'engager. Les négociations sont en cours.

80% de la classe d'âge au bac et 100% de lecteurs en 6e en l'an 2000, ces deux promesses seront-elles tenues ? A quel prix ?

80% d'une classe d'âge au niveau du bac, et 100% de lecteurs en l'an 2000 sont des objectifs, et non des promesses, ce qui est très différent...

Ces objectifs ne sont déjà plus des mots d'ordre volontaristes. Ils ont été intériorisés par les jeunes qui allongent leurs études et sont de plus en plus nombreux à parvenir au niveau du bac. Il s'agit là d'une demande sociale et culturelle sans précédent. Nous devons y répondre dès maintenant et soutenir tous ces jeunes. Voilà le sens que je donne aux 80%.

Propos recueillis par Patricia Jaffray

13 millions d'élèves et 780.000 enseignants rentrent en classe

Près de 13 millions d'élèves prendront le lundi 10 septembre le chemin de leur établissement scolaire soit 80.000 de plus que l'an dernier. Cette augmentation touche essentiellement les lycées, avec 80.000 élèves supplémentaires, et les écoles maternelles qui accueillent 30.000 petits de plus. En revanche, les effectifs sont en baisse dans les écoles élémentaires et surtout dans les collèges : 27.000 enfants de moins qu'en 1989.
Dès le vendredi 7 septembre, 360.000 instituteurs -rebaptisés professeurs des écoles- et 420.000 enseignants du second degré * les ont précédé pour leur prérentrée. Le même jour, 54 nouveaux lycées et 30 collèges ont ouvert leurs portes.
Cette année 1990-1991 inaugure plusieurs dispositions clefs de la loi d'orientation : dans 33 départements, les cycles pluriannuels commencent à remplacer les classes dans les écoles maternelles et primaires ; l'expérimentation des langues étrangères s'étend - 18% d'écoliers sont concernés contre 11% l'an dernier - les procédures d'orientation s'assouplissent donnant plus de pouvoir aux familles ; les projets d'école et d'établissement se généralisent ; les trois premiers instituts universitaires de formation des maîtres ouvrent leurs portes. Enfin, un nouveau calendrier triennal, organisé sur deux zones, découpe désormais l'année scolaire en séquences de sept semaines de cours, deux de vacances. Objectif : un meilleur équilibre de l'année et un prolongement du 3e trimestre qui englobe maintenant la première semaine de juillet.

P.J.

* Chiffres totalisant l'enseignement public et privé sous contrat

Le cheveu de V.G.E.

Au cours de son intervention sur TF1, mercredi 29 août, l'ancien président déclara : "on peut négocier certains problèmes comme, par exemple, le rythme des retours des otages..."
Ce passage particulièrement mal ressenti par l'opinion publique donna lieu, le lendemain, à une mise au point de la part du député européen. Il s'agissait bien entendu de questions "techniques et logistiques".
Somme toute, Giscard, c'est comme Bobby Lapointe : c'est tellement mieux quand c'est sous-titré !

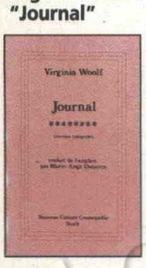
J.R.

Jacques Laurent : "Le Miroir aux tiroirs"



Retenez le titre : ce sera un des grands romans de l'année. Un livre écrit dans un état de grâce et qui plonge son lecteur dans une grâce d'état dont il ne voudrait plus sortir.
Vous connaissez ces livres dont on souhaite qu'ils ne finissent jamais...
Le plus fort est qu'il n'y a pas d'histoire. Rien qu'un personnage principal. Mais Jean Brusse, qui est l'impalpable même, pousse l'effacement jusqu'à ne pas exister. Il n'est que le miroir où se reflètent une galerie cocasse mais si vraisemblable de femmes qui, chacune avec ses armes, captent et capturent. Jean Brusse, c'est cela : un homme captif. Pour le plaisir de la lecture, on en restera là. Mais sans omettre de préciser que ce roman est aussi un jeu littéraire (allusions, pastiches, réminiscences et vacheries) du meilleur Jacques Laurent. Un exercice de haut vol.
Grasset, 338 p., 110 F.

Virginia Woolf : "Journal"



C'est le huitième et dernier volume de ce "Journal". En son temps, le premier tome avait été un événement littéraire. En fait, le "Journal" de la grande romancière anglaise ne nous apprenait sur elle rien que nous ne pressentions déjà. Mais la rencontre de sa vie et de son œuvre, la confidence de son angoisse, grande et humble sont telles, que le lecteur en éprouve une gêne indiscrète et aiguisée.
Nous voici en 1939. Pour Virginia Woolf : le travail -de plus en plus- et le quotidien. La guerre finit de la briser. L'idée d'une fin volontaire est de plus en plus fréquemment exprimée. Jusqu'en mars 1941 : "l'horreur recommencée", écrit-elle à sa sœur. La folie la taraude. Le 26 mars, elle se jettera dans la rivière Ouse.
Stock, 374 p., 135 F.

Manès Sperber : "Et le buisson devint cendre"



Arthur Koestler disait de cette trilogie qu'elle était "la saga du Komintern". A sa parution, en 1948, ce fut la sensation. Ce livre était en fait le premier qui disait les vérités meurtrières de notre siècle, les vérités devenues passions, les fatalités et leurs ravages.
Manès Sperber ou l'homme de toutes les ruptures : le jeune garçon d'Europe centrale élevé dans une stricte règle judaïque et qui s'écarte de sa foi ; l'adolescent qui voit en Lénine et Trotski les sauveurs de l'humanité, mais qui ne peut que rompre avec le Parti communiste dès 1937. L'homme de tous les combats : contre les nazis, puis contre les erreurs et les crimes du communisme. Comme l'on dit : un témoin de notre temps. Mais exceptionnel, celui-là. Réédition dans le texte établi en 1971 par l'auteur.
Odile Jacob, 850 p., 198 F.
(Simultanément, réédition des "Visages de l'histoire" : sept portraits passionnants de Socrate, Lénine, de Gaulle, Lawrence, etc, par Sperber, le psychologue, 210 p., 100 F)

"Les Voix de la Révolution"



Il y a tout à gagner à se reporter à ces sources inspirées que représentent les textes fondamentaux de l'époque révolutionnaire. Et, de même, aux propos des grands orateurs. De Sieyès à Condorcet, ils sont, rappelle Michel Vovelle, "les pères fondateurs de la démocratie moderne".
Ce que la Révolution a construit et ce dont elle a rêvé : c'est un bilan et c'est aussi un rappel qui donne à cette formidable expérience collective une valeur pédagogique toujours actuelle. Plus de trois cents textes groupés sous huit thèmes.
Documentation française, 472 p., 130 F.

Jean Delumeau et Daniel Roche : "Histoire du père et de la paternité"

En face de la maternité, la paternité n'a jamais eu vraiment le beau rôle. Pas plus aujourd'hui qu'hier : il ne suffit pas que l'idée du partage réel des tâches fasse de réels progrès. Peut-être même, au contraire, l'apparition récente de légions de "papas poules" n'aboutit qu'à troubler davantage l'image du père déjà protéiforme et changeante à travers les siècles.



Donc, y-a-t-il une permanence historique du rôle du père ? En tant qu'historiens, Jean Delumeau et Daniel Roche répondent. Mais ils ont pris la précaution de s'entourer de l'avis d'une équipe de juristes, démographes, littéraires, psychiatres et psychanalystes. Mort du père ? Fonction du père ? Et, bien plus encore, que réserve demain avec toutes les interventions que la technique permettra ? Questions au centre du devenir de notre société.
Larousse, 484 p., 245 F.

BLOC - NOTES

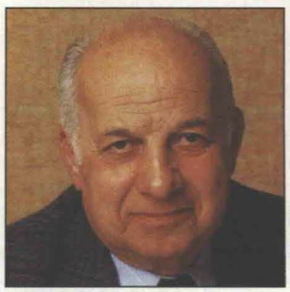
Claude Estier

29 août

Valéry Giscard d'Estaing, qui avait promis de se taire pour ne pas gêner le président de la République, n'a finalement pas pu s'empêcher de parler pour donner des conseils que personne ne lui demandait et qui, vingt-sept jours après l'invasion du Koweït par l'Irak, apparaissent particulièrement dérisoires. Alors que l'opposition parlementaire a adopté, dans son ensemble, un comportement responsable, l'ancien président a cru devoir marquer sa différence en jugeant malheureuse l'expression "logique de guerre" employée par François Mitterrand, comme s'il n'avait pas compris qu'il s'agissait d'un constat et que l'action de la France visait précisément à tout faire pour sortir de cette logique.
Reçu samedi matin à l'Elysée, Giscard d'Estaing se déclarera solidaire de l'action du président de la République. Etait-ce alors bien utile de parler comme il l'a fait ?

30 août

J'ai bien regardé Patrick Poivre d'Arvor pendant son entretien avec Saddam Hussein, que TF1 a diffusé pendant vingt minutes hier soir, au journal de 20 heures. Etait-ce la fatigue ou un brin de mauvaise conscience ? Il m'a semblé en tout cas moins à l'aise qu'à son habitude. Et, du coup, rebondit le débat sur le rôle des médias, particulièrement de la télévision, dans cette crise du Golfe. Je ne veux pas savoir si ce sont, comme l'écrit "Le Monde", "les bonnes relations de M. Bouygues dans le BTP irakien" qui ont valu à PPDA d'être sélectionné à plusieurs reprises par les autorités de Bagdad (alors que l'équipe d'Antenne 2 sera expulsée) mais je pense de toute façon que TF1 confond depuis quelques semaines scoop et manipulation. En donnant la parole, plusieurs jours de suite, à l'ambassadeur d'Irak à Paris, puis, à Bagdad, au ministre de l'Information et de la Culture (en uniforme !) et enfin au



président irakien lui-même, et pendant si longtemps, la première chaîne, qui est, de loin, la plus regardée, aura permis de faire passer auprès du public français un discours de propagande qui a peu de rapport avec la réalité des faits et donc de l'information qu'il est du devoir de tout journaliste de rechercher, même dans les conditions les plus difficiles. Bien heureusement, certains d'entre eux, à commencer par Daniel Vernet, directeur de la rédaction du "Monde", s'interrogent eux-mêmes sur le problème de déontologie ainsi posé. Mais je m'étonne que d'autres aient cru devoir monter au créneau en criant à la censure ou en affirmant que l'interview de Saddam Hussein "a été obtenue sans complaisance et sans contrepartie" alors que Poivre d'Arvor, revenu à Amman, a expliqué lui-même que les autorités irakiennes en avaient retenu les cassettes pendant huit heures et en avaient retiré certaines questions. Vous avez dit "censure" ?

2 septembre

Je connais depuis longtemps Javier Perez de Cuellar et, au cours des entretiens qu'il veut bien m'accorder chaque année au siège des Nations Unies à New York, j'ai toujours apprécié la franchise avec laquelle il évoque les problèmes internationaux les plus complexes auxquels sa fonction le mêle. De cette franchise, il a donné une nouvelle preuve ce dimanche soir à "7 sur 7" lorsque, répondant aux questions d'Anne Sinclair, il exprime sa déception de n'avoir rien tiré de concret de ses longues heures de conversation avec Tarek Aziz. "J'ai échoué", admet-il mais en ajoutant aussitôt, car il se doit de ne jamais désespérer, "ce n'est pas un échec total, car cela peut être le début d'un processus".
Quel processus ? Au moment où le secrétaire général des Nations Unies parlait à Paris, Saddam Hussein avait libéré quelques centaines d'otages occidentaux mais continuait à exercer sur les autres un chantage odieux qui s'inscrit dans sa stratégie visant à gagner du temps. Or, Perez de Cuellar est très clair : "Le temps travaille pour l'Irak, contre la paix". D'où, pour lui, la nécessité "d'aller vite". Certes ! Mais aller où et pour faire quoi ? L'annonce de la rencontre Bush-Gorbatchev dimanche, à Helsinki, aura sans doute en quelque sorte "neutralisé" cette première semaine de septembre. Mais au-delà ?

3 septembre

"L'Humanité" publie un article de Georges Marchais annoncé depuis des jours. Il est contre la guerre. Nous aussi. Il est pour la négociation. Fort bien, mais il ne dit pas comment, avec qui et sur quelles bases. "Soyons sérieux", s'exclame le secrétaire général du PCF en accusant les puissances occidentales d'avoir soutenu l'Irak et d'y avoir envoyé des milliers d'hommes d'affaires et de coopérants. Le tout, sans dire un seul mot de l'aide en armes et en hommes, autrement plus massive, que l'URSS a apporté à Saddam Hussein. De même, il reproche au président de la République d'avoir fait voter au Conseil de sécurité la résolution 665 qui aurait "encouragé" les Etats-Unis, en passant sous silence le fait qu'elle a été votée aussi par l'Union soviétique et sans opposition de qui que ce soit. Oui, soyons sérieux !

Bela Bartok : "Les concertos pour piano"



C'est Gyorgy Sandor qui créa le 3e concerto pour piano de Bartok après en avoir corrigé les épreuves à la demande du compositeur que la mort emporta avant qu'il ait pu l'entendre. Alors, Sandor était l'ami de Bartok et son disciple. Depuis 45 ans, il en est le dépositaire.
En 1959, Sandor avait déjà enregistré ces trois concertos. A 77 ans, il les remet sur le chantier pour en donner son interprétation définitive. Celle-ci est très intériorisée, moins rugueuse que la précédente. Le 3e est particulièrement expressif et puissant. Et, on l'imagine, profondément inspiré.
Sony, 45835, 74' 04", env. 125 F.

Modeste Moussorgsky : "La Khovantchina"



Aux premiers accords du "Lever du soleil sur la place Rouge", la magie fonctionne : les bulbes des églises s'éclairent, les cloches sonnent matines. "La Khovantchina" tient "son" enregistrement. Il possède trois atouts maîtres. La musique : pour la première fois, voici cet opéra dans la version réorchestrée par Chostakovitch, de loin supérieure à celle de Rimsky-Korsakov. Le chef : Emil Tchakarov donne à cette partition vie et fièvre. L'interprétation : elle est hors de pair. Il faudrait citer tout le monde et surtout une des plus belles mezzos du moment : Alexandrina Miltcheva. De toute beauté. Présentation exemplaire, coffret et livret.
Sony, 3 CD, 45831, 3 h 15' 08", env. 350 F.

Sélection établie par Jacques Garat

d'en France



Goussainville, 25.000 habitants, dans la banlieue nord de Paris. Quatre jeunes beurs y ont fondé une association, "Idriss", simplement pour redonner un peu d'espoir et de combativité à leurs pairs. Ils s'appellent Malik, Hafid, Razik, Khoudir... Tout a commencé en 1985, ils avaient 20 ans.

Goussainville : les petits ruisseaux qui font...

Malik, Hafid, Razik, Khoudir... et les autres. Au chômage ou étudiants, ils traînent leurs journées dans les cages d'escaliers. Ils s'ennuient à plusieurs dans un environnement peu reluisant. Goussainville n'est pas une ville lumière. Les trois cités, 12.000 âmes dont 54% d'immigrés, campent à un kilomètre du centre. Tours datant de la fin des années 60, peu accueillantes, pelouses jonchées de papiers, bancs cassés... Au détour d'une allée, le centre social, barreaux aux fenêtres, qu'une fresque colorée et tourmentée ne parvient pas à égayer, des portes sans poignées. Les quatre y ont travaillé un temps mais ont voulu, très vite, voler de leurs propres ailes. Cette année-là naît "Idriss". "Au départ, on n'avait pas de grands projets, raconte Malik, on a crée l'association par souci pratique, pour organiser des soirées dansantes ou des tournois de football... les salles municipales sont gratuites pour les associations". Ils ont grapillé les conseils, multiplié les démarches administratives et suivi à la lettre les règles de la sacro-sainte loi de 1901. Les activités se sont installées petit à petit, à la demande : mise à disposition d'un local pour réviser, aide aux examens (essentiellement mathématiques et comptabilité, la majorité préparant des bacs techniques), campagne d'inscription sur les listes électorales, aide aux chômeurs avec accès aux journaux, au minitel, aide pour rédiger et dactylographier les curriculum vitae. Enfin, les camps de vacances : le premier dans les Vosges, puis les Alpes, la Grèce, le Portugal, l'Espagne. Des voyages organisés par les participants eux-mêmes ou dans le cadre d'échanges européens proposés par la CEE.

Côté sous, l'association a exploré toutes les filières. Actuellement, 90% de ses revenus proviennent du fonds d'action sociale. Ponctuellement, le conseil général, la municipalité, le secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux sports, les opérations de développement social des quartiers (DSQ)... fournissent également quelques subsides. Les cours sont gratuits, les soirées payantes, en théorie, et les voyages financés à 15% par les participants (soit 1.000 francs, en moyenne). Ces prestations coûtent cher. Certaines, tels les cours de langues, ont dû être momentanément stoppées dans l'attente de nouvelles ressources. Pourtant, "Idriss" a d'autres projets, comme la prise en charge de la moitié du coût de la carte orange pour les chômeurs les plus démunis.

Aujourd'hui, trois cents jeunes de 17 à 25 ans sont touchés par l'association, 198 ont une carte d'adhérent. Ce sont des beurs, pour la plupart. Une population pas toujours facile : délinquance, chômage, toxicomanie, sans oublier le nouveau fléau, le sida. "Beaucoup ont une scolarité fragile, explique Malik. Le lycée de Goussainville est peuplé à 80% d'immigrés, c'est un squatt, un ghetto, les Français "bien nés" vont à Gonesse, à 7 km de là". Tous manquent de loisirs, d'informations, d'ouverture.

Comment "Idriss" s'est-il fait connaître ? "On n'a pas besoin de pub, on voit les gens quotidiennement, on est allé à l'école avec eux... Il a suffi que je sois absent trois semaines pour qu'à mon retour quelqu'un me dise : je croyais que tu étais en prison", plaisante Hafid. Là est la clef du succès d'"Idriss" : une connaissance parfaite du terrain et de ses habitants, une immersion totale et permanente dans le quartier, une osmose. Les difficultés et les souffrances, mais aussi les désirs et les rêves des gens d'ici, la bande d'"Idriss" les connaît, parce qu'elle les vit ou les comprend, par copains ou famille interposés. "Ceux qui entrent ici ne viennent pas à l'association, dans une institution, ils viennent voir un individu". Une proximité qui a parfois ses revers : " Un travailleur social cesse son travail à 16 heures, nous, on ne s'arrête pas, on vient nous voir à n'importe quelle heure et, lorsqu'il s'agit de payer un voyage, on nous glisse l'argent dans la main, sans exiger le moindre reçu... Il faut parfois imposer un peu de rigueur". Pour autant, les animateurs d'"idriss" ne fonctionnent pas en vase clos, ils participent à la commission locale pour le DSQ ainsi qu'au Conseil communal de prévention de la délinquance.

Bilan ? L'existence de l'association et sa fréquentation sont en soi une victoire. D'ailleurs, dans le quartier, "l'associanomanie ", selon l'expression d'Hafid, menace : "Tout le monde veut faire une association, "Idriss" est devenu un modèle, une référence, avant, c'était le désert... Certains beurs se sentent mal aimés, l'association établit une image plus positive, prouve qu'il est possible d'agir, d'entreprendre". Et puis, il y a des réussites spectaculaires comme celle d'Aziz qui, en animant les soirées d'"Idriss" a trouvé sa vocation de disc-jockey : il a acheté du matériel et loue désormais ses talents dans les bals et soirées des environs. Et l'on cite encore Halima qui, grâce aux cours, a pu préparer le baccalauréat G3 ; Philippe, toxicomane, qui a retrouvé un peu d'espoir lors d'un camp dans les Hautes-Alpes. "Mais tout cela était en lui, commente sagement Kader, on ne peut pas faire le bonheur des gens malgré eux".

Nos mousquetaires des banlieues ne sont pas en peine de revendications : "La loi de 1901 n'est pas adaptée, elle repose sur le bénévolat. Or, le bénévolat est un luxe. Pour favoriser l'émergence d'associations comme la nôtre, il faudrait modifier les statuts, lancer un vrai programme national de sensibilisation en direction des jeunes acteurs locaux indépendants, pourquoi pas avec un clip, comme pour le RMI, du style bougez dans votre quartier ? "Dix-huit mois pour avoir un local, un an pour les travaux, harceler les administrations, chercher les filières, les informations, les interlocuteurs... il faut avoir la foi. "La politique d'intégration restera un vain mot tant que l'on n'aidera pas les jeunes, dans les quartiers, à faire autre chose que du bricolage".

Dans la cité des "Grandes Bornes", trois immeubles devaient être implosés, les rez-de-chaussée et les premiers étages ont été murés. Quelques familles vivent encore là, abandonnées. "C'est dégradé, c'est dégradé, répète Hafid, comme s'il redécouvrait soudain l'étendue des dégats, ce qu'on fait est une goutte d'eau". Pourtant, ce sont les petits ruisseaux...

Maryline Trassard

A vous d'alimenter cette rubrique. Faites-nous part de vos idées, de vos initiatives, de vos réalisations.

Vendredi

BULLETIN D'ABONNEMENT

à renvoyer à : "Vendredi"
10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07

Nom.....Prénom.....
Adresse : N° .....
Rue : .....
.....
Commune .....
Code Postal |_|_|_|_|_| Bureau distributeur .....
.....

Ci-joint paiement pour : |__| abonnements à 200F =.....
|__| abonnements de soutien à 500F =..... Soit au total :.....F
Pour toute correspondance, joindre votre bande adresse.

Saint-Quentin-en-Yvelines

PETITES ANNONCES

100 F la ligne

Annonce 6901
Ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines recherche pour cabinet du président, secrétaire dactylo, bonnes connaissances générales. Rémunération sur 13 mois et demi. Adresser candidature et CV détaillé à Monsieur le président du SAN, BP 46 - 78185 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex (Tél. 30.64.66.66).

Annonce 6902
Ville de La Roche-sur-Yon (Vendée - 50.000 habitants) recrute un(e) attaché(e) auprès du groupe des élus socialistes. Ayant tant l'esprit d'initiative que d'équipe, ce collaborateur doit être disponible et motivé. Doté d'une capacité à bien rédiger, une expérience de travail auprès d'élus serait par ailleurs appréciée. Possibilité de recrutement par voie de mutation, de détachement ou selon la procédure contractuelle. Adresser candidature avec CV à Monsieur le maire de La Roche-sur-Yon, Cabinet du maire, BP 829 - 85021 La Roche-sur-Yon cedex.

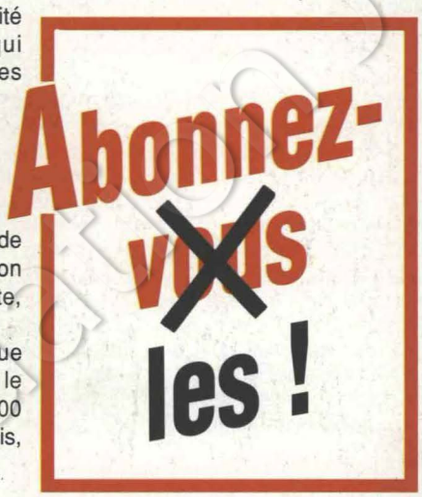
500.000 LECTEURS, C'EST POSSIBLE!

Bernard Roman, directeur de la publication de "Vendredi" et secrétaire national à l'information présentera d'ici à la fin de l'année un plan de développement de "Vendredi" au bureau exécutif. Ce plan s'articulera autour de deux propositions : une augmentation de la pagination et une prospection systématique et volontariste de nos sympathisants.
La vente des abonnements est une des variables de ce plan de développement. Vous pouvez facilement et rapidement nous aider à l'accélérer.

La direction du Parti socialiste a décidé dès la fondation du journal sa diffusion systématique à tous les adhérents, précisant même que ce service serait financé pour une part au moyen d'un prélèvement de 25 F sur chaque cotisation nationale, et pour une autre part au moyen d'une affectation d'une partie du financement public que perçoit le PS. Malgré cela, nous avons surtout concentré nos appels à l'abonnement en direction des militants du Parti qui, constatant "l'inutilité" de payer une information gratuite, ont répondu avec peu d'enthousiasme tout en confirmant à chaque occasion l'intérêt qu'ils accordent à "*Vendredi*" et la qualité qu'unanimement ils lui reconnaissent.

Une communauté d'idées

Il faut aujourd'hui préciser la part et la place des militants dans la diffusion de "*Vendredi*". Rappelons en effet que la vocation de "*Vendredi*" n'est pas d'être le journal "interne" du PS même s'il en a parfois revêtu l'apparence. "*Vendredi*" a été édité pour réunir autour du Parti tous ceux qui s'intéressent à ses analyses, qui partagent ses valeurs et qui nous soutiennent à chaque occasion mais répugnent à adhérer pour des raisons qui les regardent et que nous devons respecter. Inutile sans doute de développer davantage l'intérêt politique de la construction d'une telle communauté d'idées. C'est la mission de "*Vendredi*" qui tente d'y parvenir par la diffusion permanente d'une information honnête, complète, attrayante et pédagogique.
Nous avons créé le média, vous considérez que c'est une réussite, il faut maintenant le diffuser le plus efficacement possible. "*Vendredi*" à 500.000 exemplaires, sans vous, ce serait une utopie, mais, si vous le décidez, ce peut être une réalité.



200.000 + 100.000 = 300.000

Dès le début de la parution, nous avons diffusé le journal aux sympathisants dont les fédérations nous avaient fourni les adresses et nous avons maintenu ce service jusqu'à maintenant, que l'abonnement ait été payé ou non. Cette année, nous maintiendrons cet effort de promotion (à hauteur de 100.000 exemplaires environ), mais dans des conditions différentes.
En effet, si les abonnements étaient un peu plus nombreux parmi les sympathisants que parmi les adhérents, le résultat demeurait médiocre. Il fallut bien en faire l'analyse et en tirer des conclusions. Qu'est-ce qui détermine la qualité de "sympathisant" d'un individu qui ne manifeste pas son intérêt par la souscription d'un abonnement aussi minime que celui de "*Vendredi*" ? Il est vrai que le maintien durant près de 2 ans d'un service non payé n'est pas très incitatif.
A partir du mois prochain, nous modifions donc notre méthode de promotion. Les services gratuits seront limités à 10 numéros par nouveau sympathisant. Au terme de cette période, ce lecteur se sera abonné ou cessera de recevoir "*Vendredi*". Ainsi, nous pourrons toucher près de cinq fois plus de personnes chaque année, nous pourrons espérer un meilleur résultat et, finalement, disposerons d'un fichier d'abonnés qui aura une réelle valeur politique. Vous pouvez donc continuer à nous transmettre des adresses de sympathisants à qui vous souhaitez que nous présentions "*Vendredi*".

300.000 + 200.000 = 500.000

Mais vous pouvez faire encore infiniment mieux et plus, car cette action promotionnelle sera insuffisante si vous ne la relayez pas.
La plus grande force du Parti ne réside pas dans le porte-monnaie de ses adhérents mais dans l'impressionnant réseau de communication qu'il constitue, dans sa capacité de convaincre, dans son immersion dans la société.
Mobilisons le Parti sur cet objectif : un abonnement placé par militant soit près de 200.000 abonnements vendus en plus des 200.000 adressés aux adhérents.
Oui, il suffit que chacun d'entre nous vende un abonnement à un de ses amis, à un collègue de travail, à un voisin dont il aura senti l'affinité avec nos valeurs.

"Vendredi" c'est votre journal

Un abonnement vendu par adhérent, c'est une moyenne, bien sûr. Il faudra pour y parvenir que les plus mobilisés d'entre nous fassent mieux et même beaucoup mieux. Mais c'est possible et je crois même que ce peut être enthousiasmant. Quelle occasion pour le Parti ! Depuis combien de temps, en dehors des campagnes électorales, n'avez-vous pas fait de porte à porte ? participé à un effort de propagande ? Est-ce que le fait de mener ensemble cet effort de contact ne va pas bien au delà de la diffusion de "*Vendredi*" ? C'est une occasion dont chaque fédération, chaque section, chaque militant peut se saisir. Quel privilège de pouvoir parler avec tous ceux qui nous entourent ! Quelle richesse pour les réunions où l'on pourra confronter les réactions que l'on aura suscitées ! Quelle chance de pouvoir participer à une action dont l'intérêt est si incontestable qu'elle échappera aux polémiques de courants !
"*Vendredi*" est au service de vos idées, il peut être le ciment d'une communauté qui nous dépasse et que l'histoire, en France, nous a toujours empêché d'organiser.
"*Vendredi*" est votre journal, vendez-le à tous ceux qu'il peut intéresser. Vous les connaissez beaucoup mieux que nous parce que vous êtes près de 200.000.
Et si, outre cet effort, vous voulez encore nous aider, payez votre propre abonnement, pour financer la prospection nationale de "*Vendredi*" et amplifier notre succès collectif.

Jacques Goubin
délégué général à l'Information
secrétaire général de la rédaction

A VOUS DE JOUER !